TENDANCES LAIT VIANDE

LES MARCHÉS DES PRODUITS DE L'ÉLEVAGE DE RUMINANTS | N° 324 - JANVIER 2021

Retrouvez "Tendances lait viandes", ses vidéos, ses documents, ses liens, ses rendez-vous sur mobile et PC : www.tendances-lait-viande.fr

Sommaire du numéro 324

Viandes bovines
- Gros bovins
  - France
    - Demande toujours ferme pour la VBF
- Jeunes bovins
  - Europe
    - Prix bas en général, sauf pour les génisses en Italie
- Femelles
  - Europe
    - Redressement des cours en fin d'année
- Maigre
  - Les prix des mâles toujours moroses en fin d'année
- Veaux de boucherie
  - Une filière en difficulté pour la deuxième année consécutive
- Veaux nourrissons
  - Flux poussés vers l'Espagne

Lait de vache
- Collecte laitière
  - Monde : des évolutions contrastées
  - Union européenne : ralentissement de la croissance en fin d'année
- Marché des produits laitiers
  - Royaume-Uni : les filières laitières européennes et britanniques respirent

Viande ovine
- France
  - Marché peu dynamique, malgré les fêtes de fin d'année
- UE et monde
  - La Covid-19 perturbe encore les marchés

Lait de chèvre et viande
- Lait de chèvre
  - La collecte de lait de chèvre marque le pas

Marchés des grains : la hausse des cours se poursuit

Viandes bovines

Marchés assainis

Dernière révision le 13 janvier 2021

La renationalisation du marché français liée à la fermeture de la restauration commerciale continue de soutenir les cours des femelles. Les marchés du veau de boucherie et du jeune bovin semblent par ailleurs assainis, avec des prix toutefois inférieurs aux années précédentes.

Les exportations de broutards restent dynamiques vers l'Italie, mais ralenties vers l'Espagne, où de plus en plus de veaux nourrissons sont expédiés. Le marché du veau de 8 jours reste toutefois problématique en raison de la réduction des mises en place de veau de boucherie en France cet automne, en prévision de la baisse estivale de la consommation.

L'année 2021 s'ouvre sur un contexte incertain, avec la fermeture quasi généralisée de la restauration en Europe jusqu'à une date indéterminée.

Viandes bovines » Gros bovins » France »

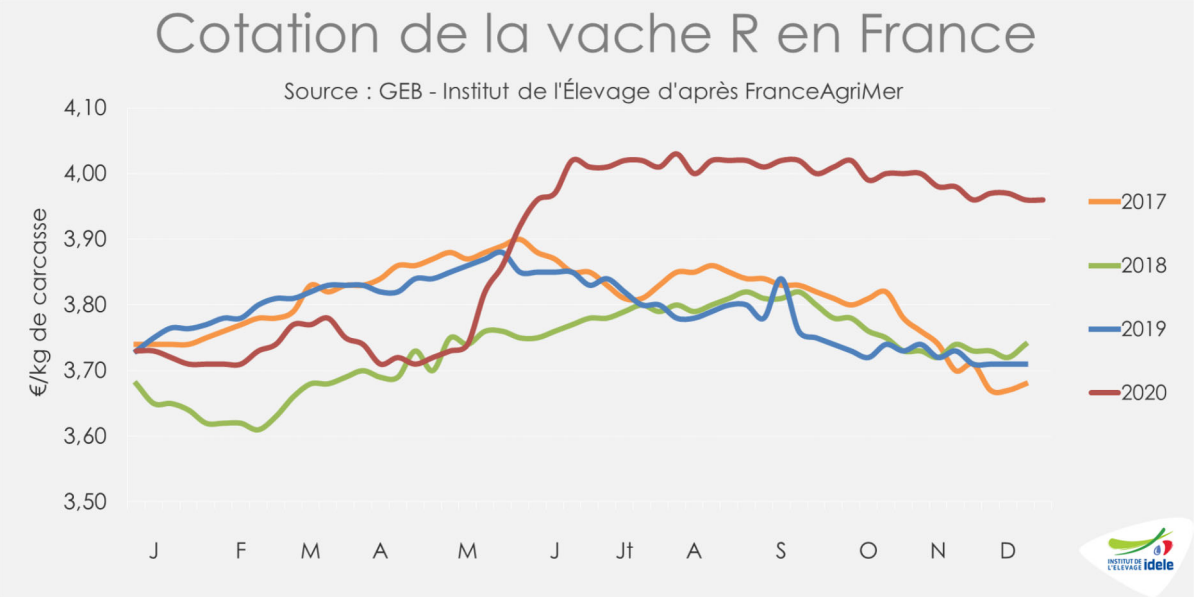
Demande toujours ferme pour la VBF

Dernière révision le 13 janvier 2021

La demande réaffirmée pour la viande française continue de soutenir les prix des vaches. Les cours des JB pâtissent de la concurrence féroce sur le marché européen, mais les ventes vers l'Allemagne ont permis de résorber le surstock d'animaux en ferme et 2021 démarre sur des bases plus saines.

Les prix des femelles plus élevés qu'il y a un an

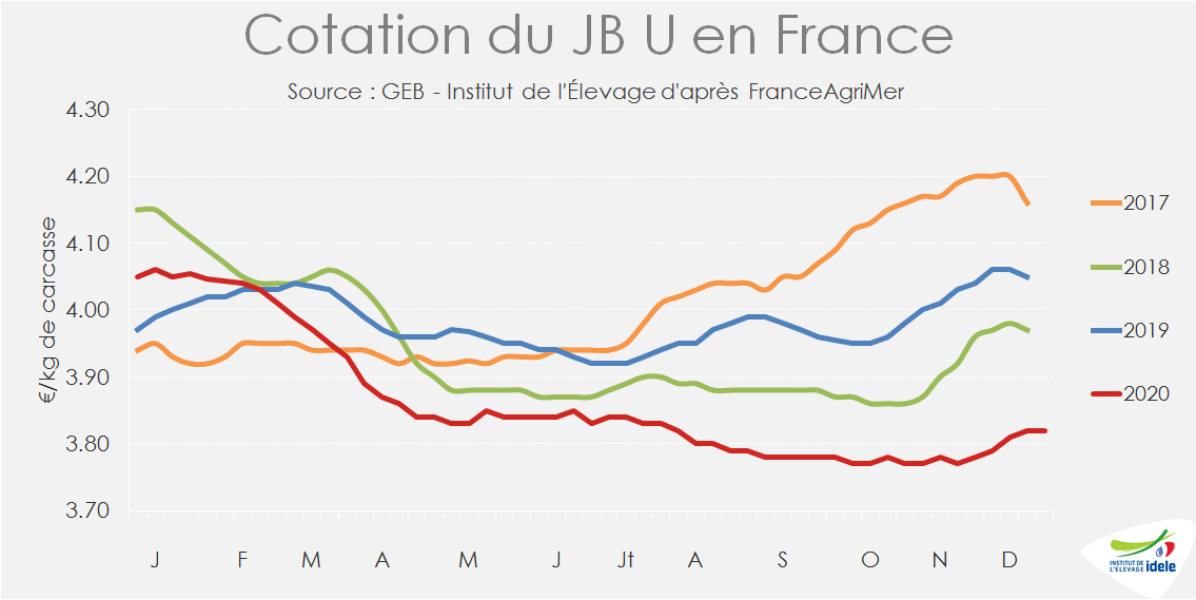
Le report des achats de viande bovine depuis la RHD vers le commerce de détail continue de bénéficier à l'origine France. D'autant plus que l'offre reste relativement limitée. En décembre, la cotation de la vache R est restée nettement supérieure au niveau des années précédentes, finissant l'année à 3,96 €/kg de carcasse (+7%/ 2019 et +6%/ 2018). La vache U a fini l'année à 4,47 €/kg (+3% /2019 et +6% /2018).



Les cours des vaches les moins bien conformées ont achevé leur baisse saisonnière. La vache P, toujours soutenue par la progression des achats au détail de viande hachée, cotait 2,77 € /kg en semaine 53 (+8% /2019 et +4% /2018). La vache O, qui jusque-là restait à la traîne, a bénéficié en décembre du redressement des cours dans les pays voisins. Sa cotation atteignait 3,02 €/kg (+2% /2019 et -1% /2018), soit 3 centimes de plus en un mois.

Les cours des JB enregistrent une timide remontée en décembre

En proie à un marché européen du jeune bovin très concurrentiel, la remontée saisonnière des cours des JB a été tardive et très timide. Les cotations des JB U et R ont gagné 4 centimes sur le mois de décembre, à 3,82 €/kg de carcasse et 3,68 €/kg respectivement, restant très en dessous des années précédentes en fin d'année (-6% /2019 pour le JB U et -5% pour le JB R). La cotation du JB O n'a gagné que 2 centimes à 3,22 €/kg en fin de mois (-3% /2019).

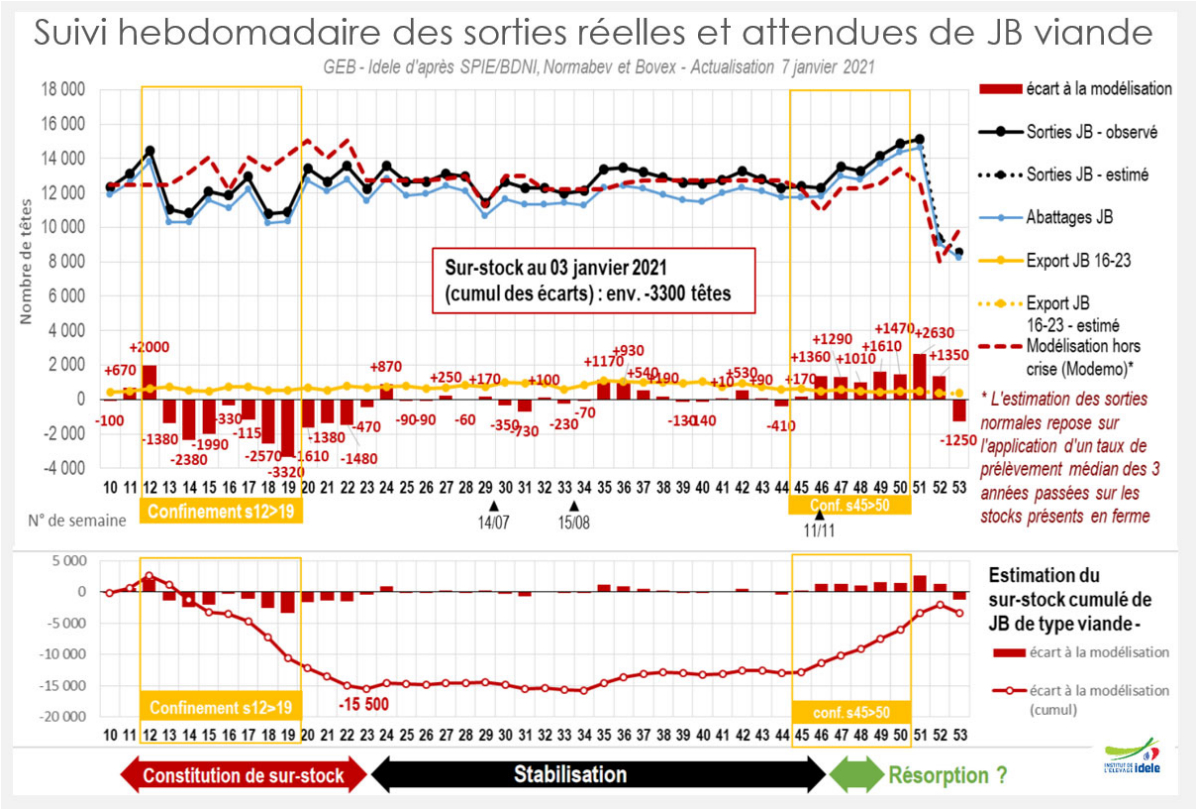


Toujours moins de disponibilités en réformes allaitantes et surstock de JB quasiment résorbé

Au 1er décembre 2020, les cheptels de vaches étaient encore en retrait par rapport à l'année dernière : -1,4% pour les allaitantes et -2,1% pour les laitières. D'après l'indicateur hebdomadaire de Normabev, les effectifs de vaches abattues sur les semaines 48 à 52 ont progressé de +2% /2019 pour les laitières, mais reculé de -2% pour les allaitantes.

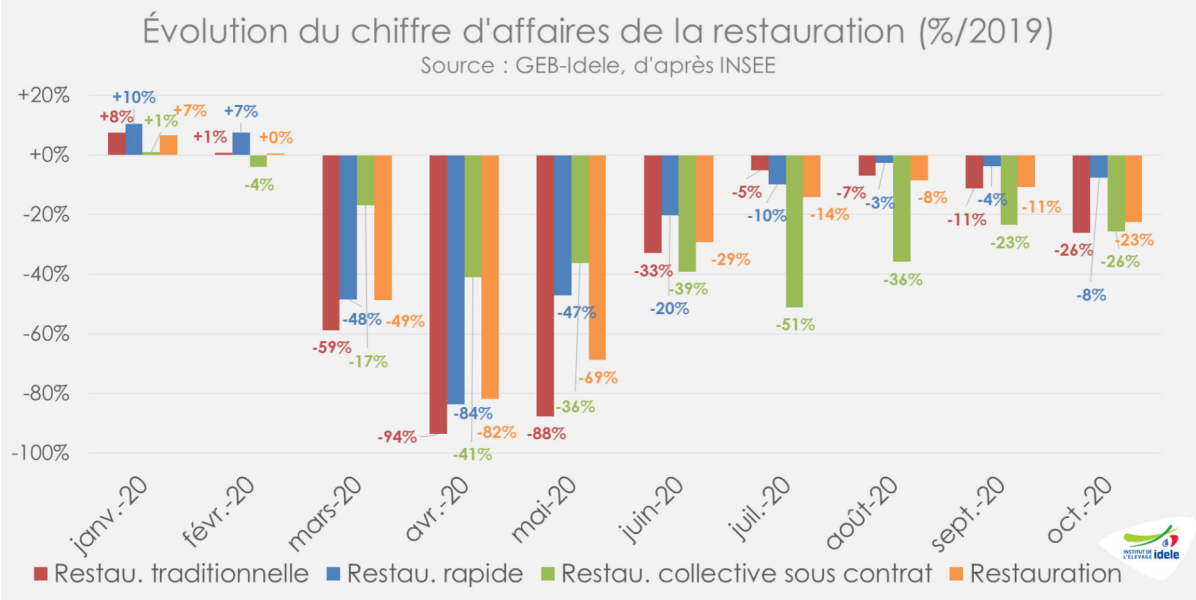
Les abattages de JB de type viande sur les 4 semaines 49 à 52 ont été supérieurs de +4% au niveau de 2019, avec un poids moyen en hausse de +1,8%. Les JB de type lait abattus sur ces mêmes semaines étaient également plus nombreux (+7% /2019) et plus lourds (+1,6% /2019). La hausse des poids moyens est liée aux retards d'abattage qui se résorbent progressivement depuis l'été. En décembre, les JB viande étaient encore en moyenne plus âgés qu'en 2019 (+4 jours). L'âge moyen des JB lait était quasiment revenu à la normale (+1 jour).

D'après le suivi hebdomadaire des sorties réelles et attendues de JB viande, qui s'appuie sur le modèle de prévision Modemo, le surstock de JB accumulé au printemps est désormais quasiment résorbé au niveau national. Il n'était plus que de 3 000 têtes au 3 janvier 2021, contre encore 13 000 têtes le 1er novembre.

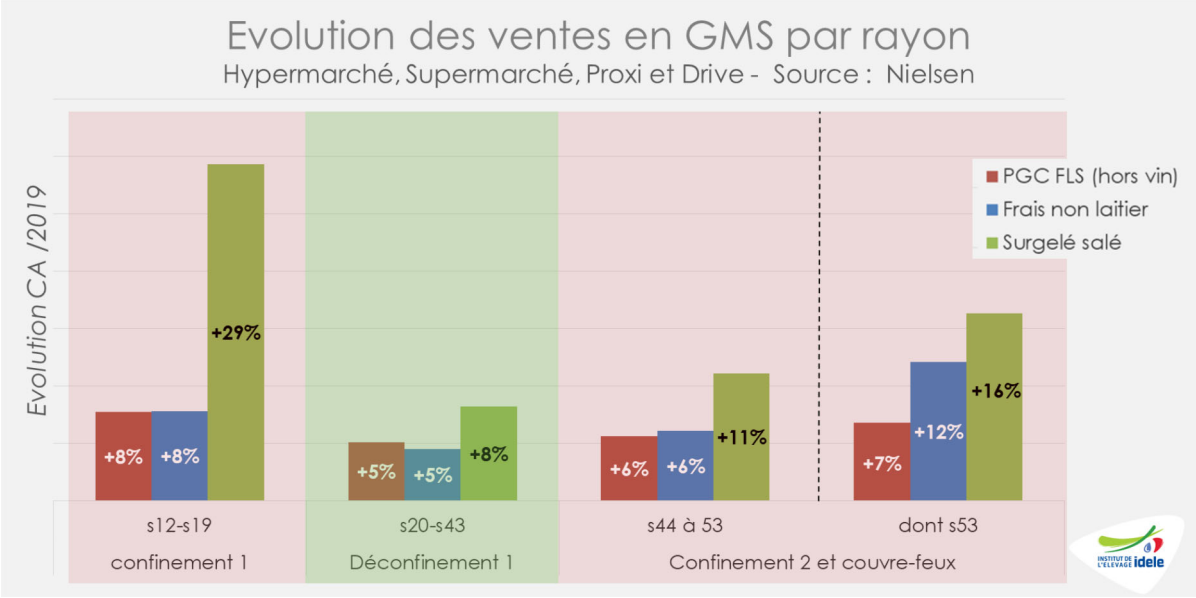


Des effets plus limités lors du 2ème confinement

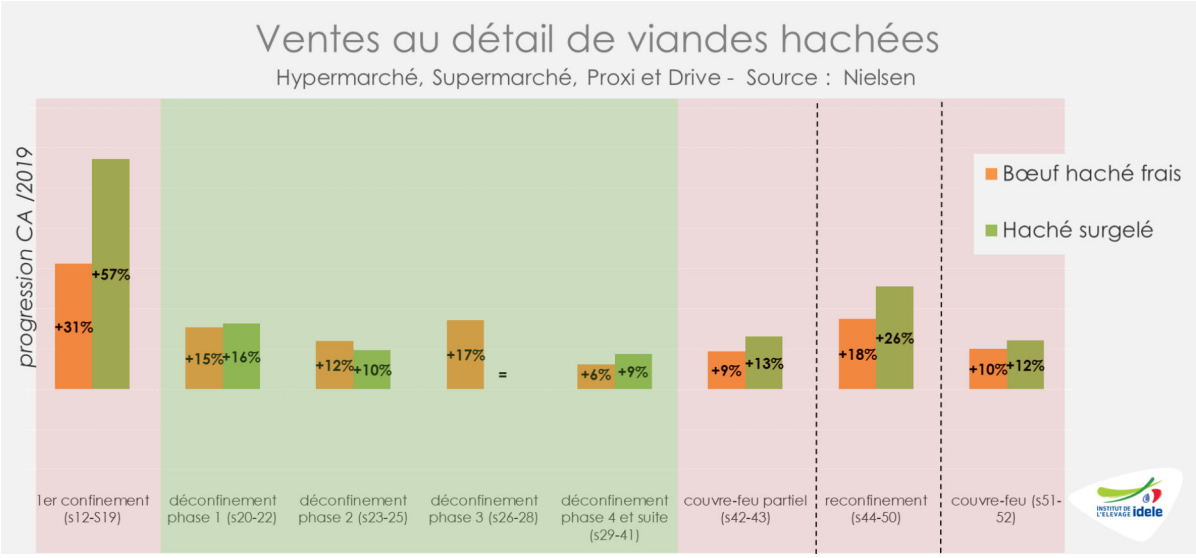
Avec les nouvelles restrictions appliquées dès la seconde quinzaine d'octobre (couvre-feu puis confinement), le secteur de la restauration a vu son chiffre d'affaires refluer à nouveau : -26% / 2019 pour le mois d'octobre pour la restauration traditionnelle comme pour la restauration collective. Seule la restauration rapide avait mieux résisté (-8%). L'indicateur n'est pas encore disponible pour novembre, mais l'ampleur de la chute sera bien plus forte en raison la fermeture des restaurants à partir du 30 octobre minuit.



Le reconfinement annoncé par le Président Macron le 28 octobre dernier était plus souple que celui du printemps (ouverture maintenue des écoles, collèges et lycées et de leurs cantines,…). A son entrée en vigueur, il a toutefois eu les mêmes effets sur les ventes en GMS que le 1er confinement. D'après Nielsen, en moyenne sur les périodes de couvre-feux et reconfinement (semaines 44 à 50), les ventes de produits de grande consommation et de produits frais en libre-service (PGC-FLS) étaient en hausse (+6% /2019), niveau légèrement supérieur à la moyenne observée entre les deux confinements. Les ventes de produits frais non laitiers (dont les viandes réfrigérées) connaissaient une hausse similaire (+6%). Les ventes de surgelé salé (dont les viandes congelées) enregistraient une progression plus marquée (+11%). Lors de la dernière semaine de l'année (s53), les progressions des ventes ont été encore plus marquées.



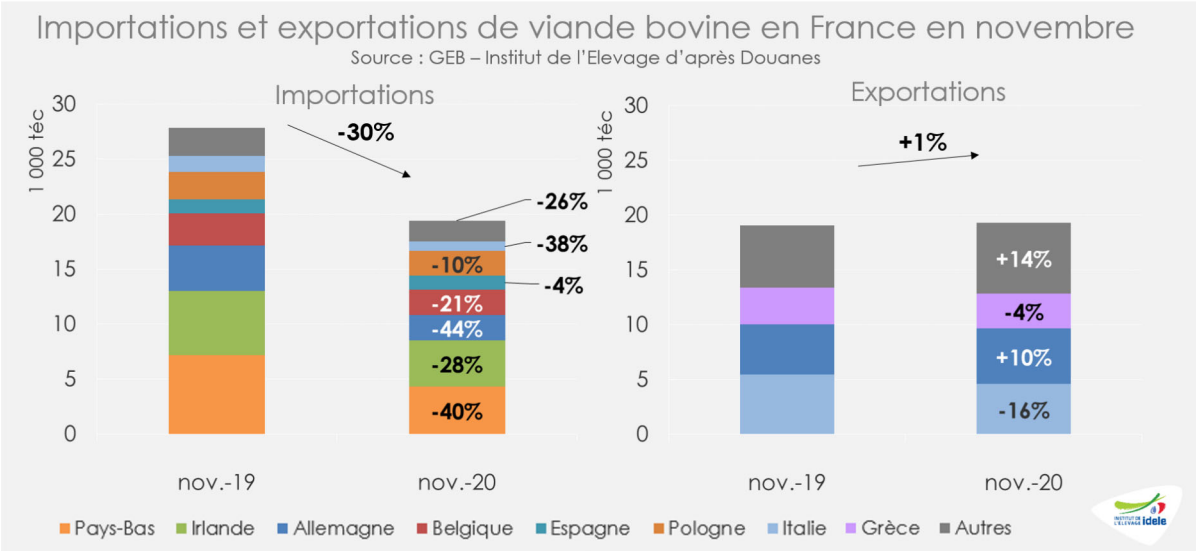
La progression des achats de viandes hachées par les ménages est restée vive depuis la fin du reconfinement et la mise en œuvre du couvre-feu. Les ventes au détail augmentent ainsi en viande bovine hachée fraîche (+10% /2019 sur les semaines 51 et 52) et davantage en viande hachée surgelée (+12% en moyenne sur s51 et 52).



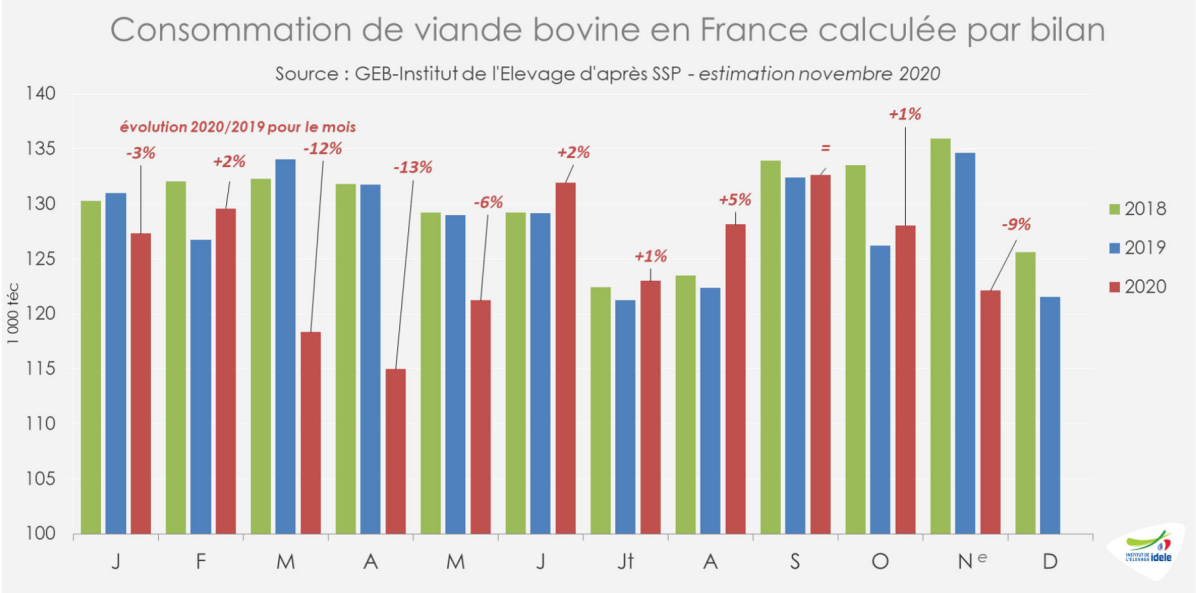
A nouveau un fort recul des importations en novembre

En plein reconfinement et avec une restauration fortement affectée par les restrictions, les importations françaises de viande bovine en novembre 2020 (avec un jour de plus qu'en 2019) n'ont totalisé que 19 400 téc (-30% /2019) d'après les Douanes françaises. Tous les fournisseurs enregistrent des diminutions, mais d'ampleur variable : moindre depuis l'Espagne (-4% /2019 à 1 300 téc), mais extrêmement marquée depuis les Pays-Bas (-40% à 4 300 téc) et l'Allemagne (-44% à 2 300 téc).

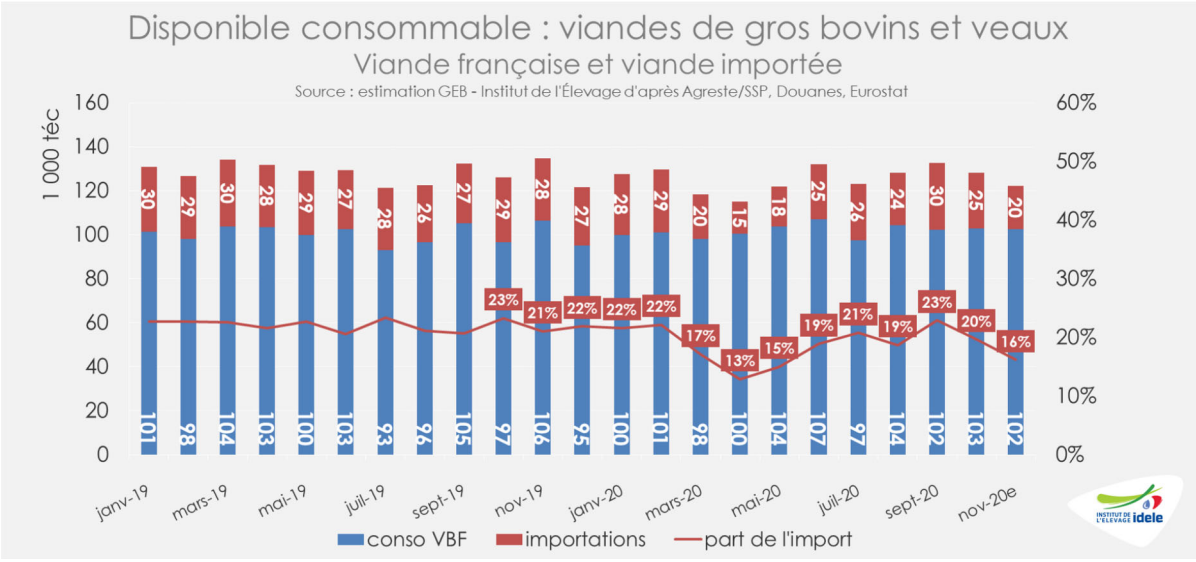
Les exportations se sont en revanche très bien tenues, en légère hausse par rapport à l'année précédente, à 19 300 téc (+1% /2019). Les envois vers l'Allemagne ont progressé (+10% /2019 à 5 100 téc), pour répondre au fort ralentissement des abattages outre-Rhin où plusieurs chaînes d'abattage ont été mises à l'arrêt pour cause de cluster de Covid-19. A l'inverse, les exportations de viande bovine vers l'Italie (-16% /2019 à 4 600 téc) et vers la Grèce (-4% à 3 200 téc) ont été à nouveau affectées.



D'après nos estimations, la consommation calculée par bilan en novembre aurait sensiblement reculé (-9% /2019). En cumul sur les 11 premiers mois de 2020, elle atteignait 1 377 000 téc (-41 000 téc ou -3% /2019).



La part des imports dans les disponibilités totales atteignait 16% en novembre 2020 d'après nos estimations, proche de celle observée lors du 1er confinement. Avec la diminution des échanges, la consommation de viande bovine française (veau inclus) reste en hausse sur 11 mois (+1% /2019).



Attention toutefois, les effets des éventuelles variations de stocks, importantes à certaines périodes, ne sont pas intégrés dans cette estimation et la lecture mensuelle ne doit pas être sur-interprétée !

Viandes bovines » Jeunes bovins » Europe »

Prix bas en général, sauf pour les génisses en Italie

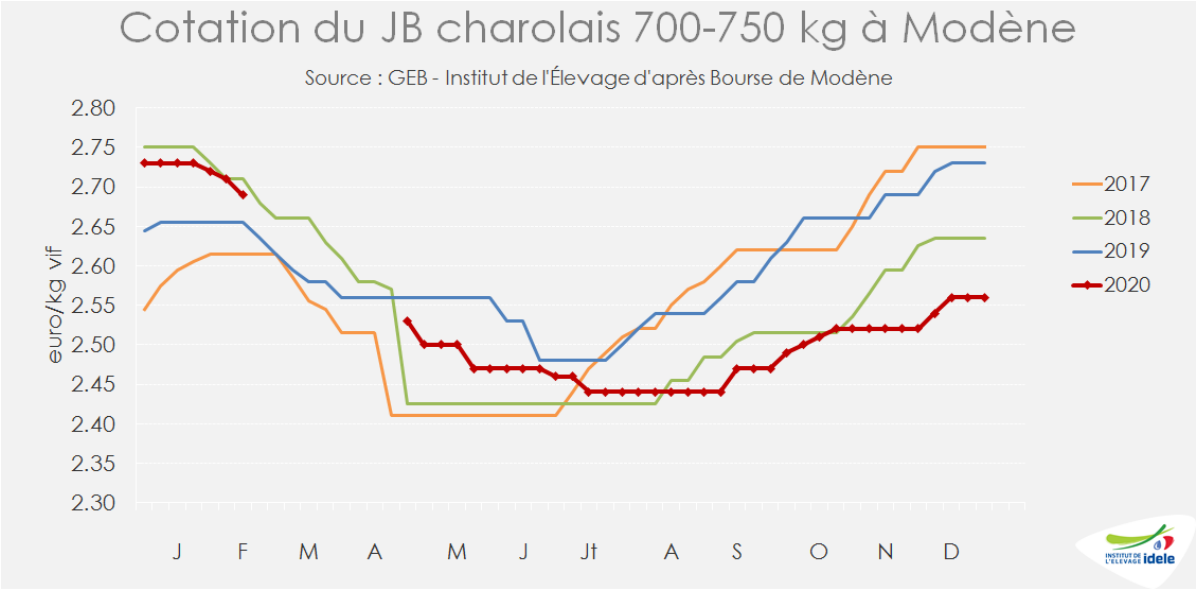
Dernière révision le 13 janvier 2021

Le marché intra-européen du JB est resté déprimé jusqu'à la trêve de fin d'année. Les prix sont restés bas, sauf pour les femelles en Italie dont le nombre était en retrait par rapport à 2019 alors que la demande restait soutenue. L'année 2021 s'ouvre sur un contexte incertain, avec la fermeture quasi généralisée de la restauration jusqu'à une date indéterminée.

ITALIE : les prix des femelles se tiennent bien, mais ceux des mâles restent bas

En **Italie**, malgré des fêtes marquées par des restrictions très fortes de mouvements, les volumes commandés par les distributeurs semblent s'être bien écoulés. L'absence de viande étrangère pendant cette trêve de Noël a permis de soutenir le marché national.

Les prix sont restés stables sur la bourse de Modène, à des niveaux très inférieurs à ceux de 2019 pour les mâles (-6% pour les Charolais et -4% pour les Limousins), mais supérieurs pour les femelles (+1% pour les Charolaises comme pour les Limousines).

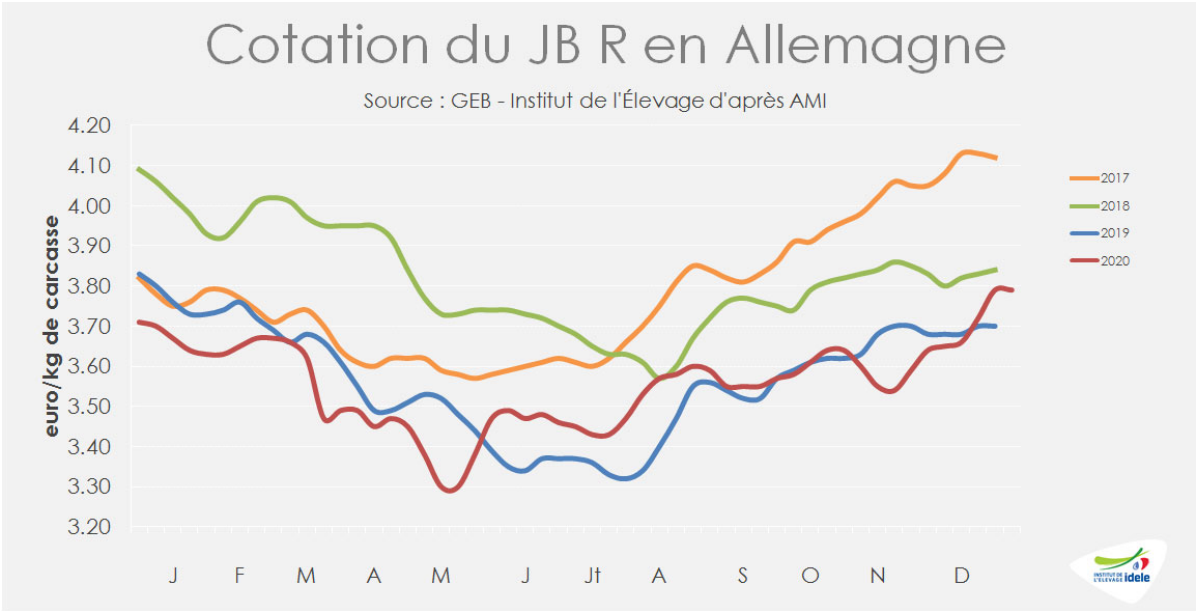


Au 31 décembre, les effectifs de mâles de 1-2 ans enregistrés dans la BDNI italienne restaient supérieurs à 2019, mais moins qu'un mois avant (+15 000 têtes contre +21 000 au 30 novembre). Le nombre de femelles de 1-2 ans restait en recul (-12 000 têtes).

Sur les 2 mois d'octobre et novembre, les ventes au détail de viande bovine ont progressé de +10% /2019 et de +11% en valeur selon le panel ISMEA-Nielsen. Ceci est lié aux restrictions appliquées au secteur de la restauration commerciale. Il est encore trop tôt pour faire le bilan annuel 2020 au niveau de la consommation totale de viande bovine. ISMEA note toutefois que la fermeture de la restauration pose le problème de la valorisation des pièces nobles.

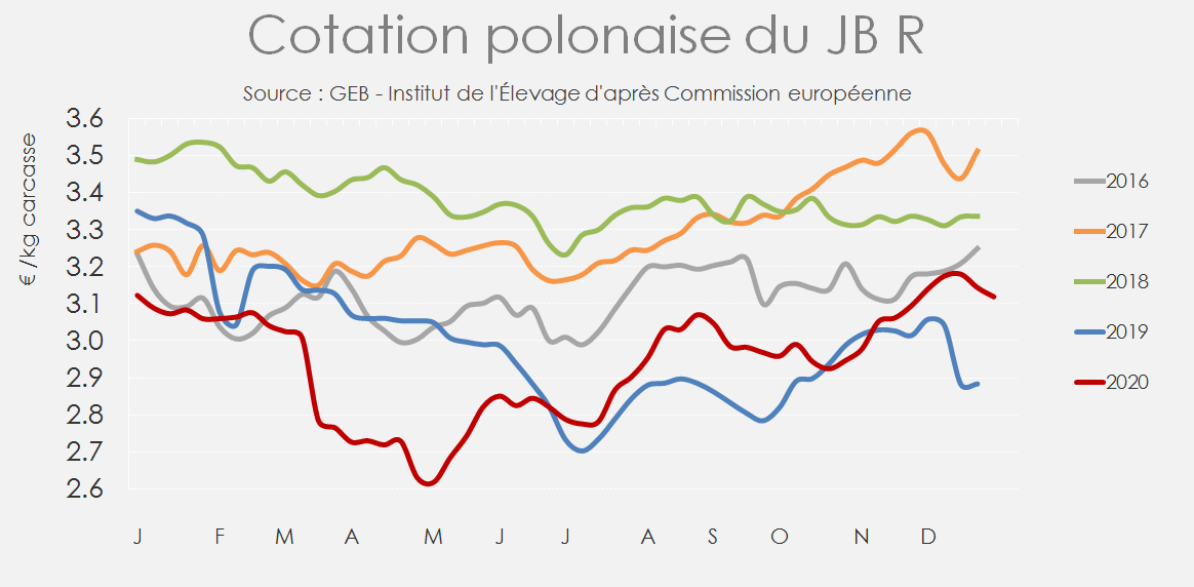
ALLEMAGNE : belle remontée des cours en décembre

En **Allemagne**, les prix des JB se sont redressés en fin d'année, après le coup de mou du mois de novembre provoqué par la mise à l'arrêt de certaines chaînes d'abattage liée à l'apparition de foyers de Covid-19. Le JB U a fini l'année à 3,87 €/kg de carcasse (+2% /2019 ; -1% /2018), le JB R à 3,79 (+2% /2019 ; -1% /2018) et le JB O a 3,48 €/kg (+3% /2019 ; -1% /2018).

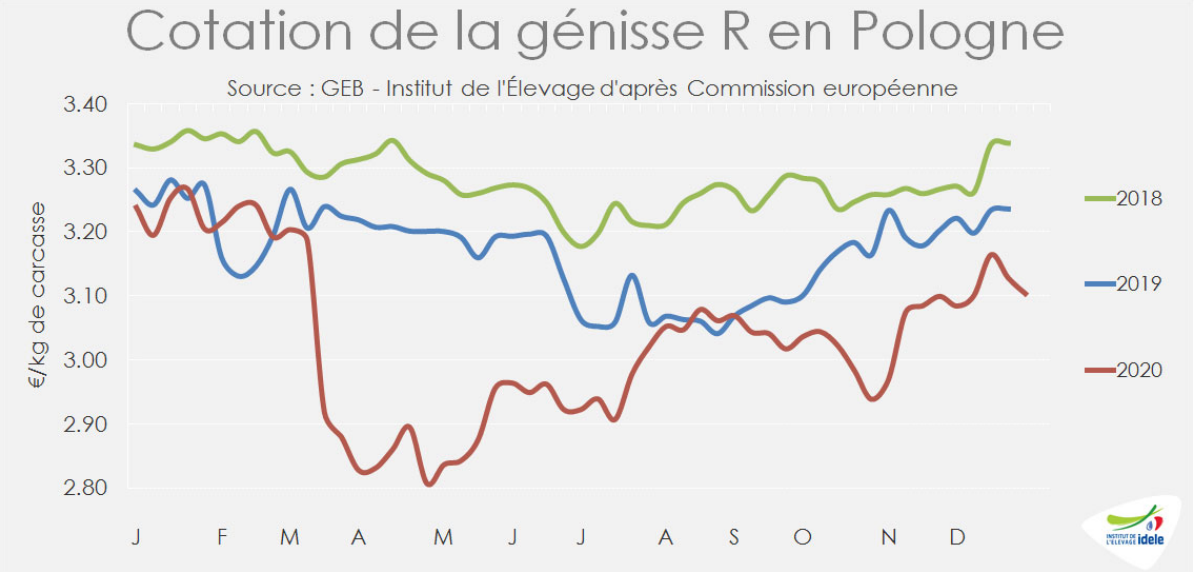


POLOGNE : Les cours ont mieux fini l'année

La cotation polonaise du JB R a fini l'année à 3,18 €/kg, un niveau intermédiaire entre les 2 années précédentes (+10% /2019 et -5% /2018). Celle du JB O est remontée à 3,08 €/kg (+2% /2019 et -5% /2018). Cette belle hausse de fin d'année pour les cotations des mâles peut être liée en partie au dynamisme du marché allemand, où l'offre était limitée par quelques chaînes d'abattage mises à l'arrêt par la pandémie de Covid-19.



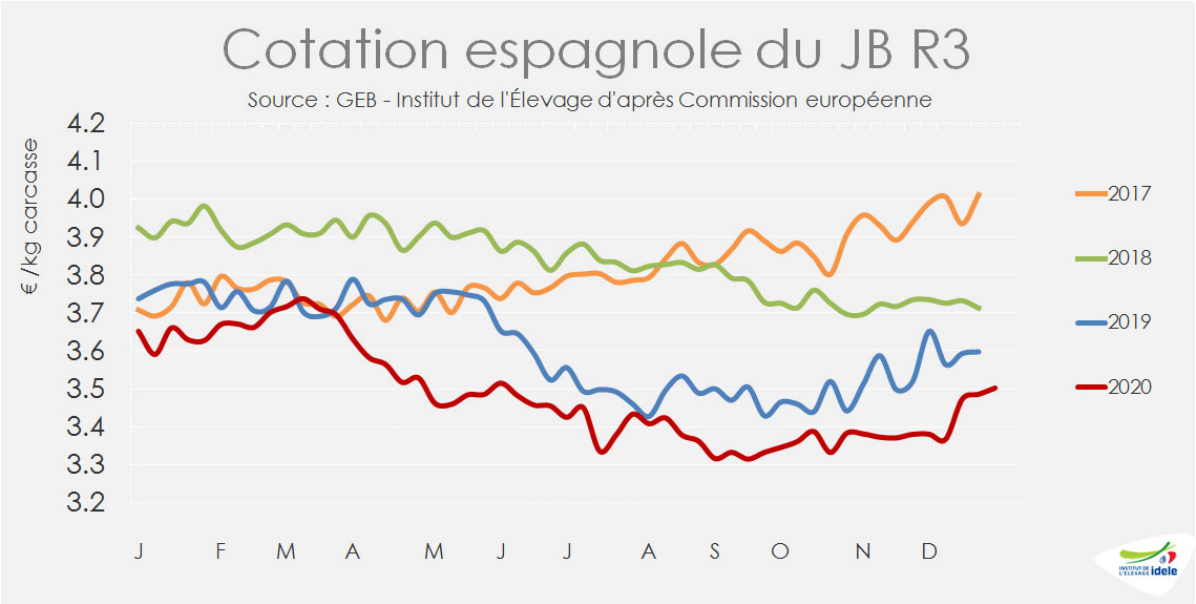
Les cotations des génisses ont eu du mal à se relever de leur chute du mois d'octobre quand la restauration italienne a de nouveau dû fermer ses portes. Toutefois, la chute a été moins forte que lors du premier confinement, la viande polonaise s'étant fait une place dans les rayons viande de certains supermarchés italiens.



ESPAGNE : les prix au plus bas

En **Espagne**, les cours restent déprimés, conséquence d'un marché national mis à mal par la fermeture de la restauration, d'un marché européen en proie à une concurrence accrue et d'exportations ralenties vers les pays tiers méditerranéens. La cotation du JB R a fini l'année à 3,47 €/kg de carcasse (-3% /2019 et -7% /2018).

Sur les 10 premiers mois de l'année 2020, les exportations espagnoles de viande bovine réfrigérée ont chuté de 43% vers les pays tiers à 11 000 téc. Elles ont en revanche bondi de +42% vers l'Italie à 32 000 téc et ont été multipliées par 2,5 vers le Portugal à 51 000 téc.

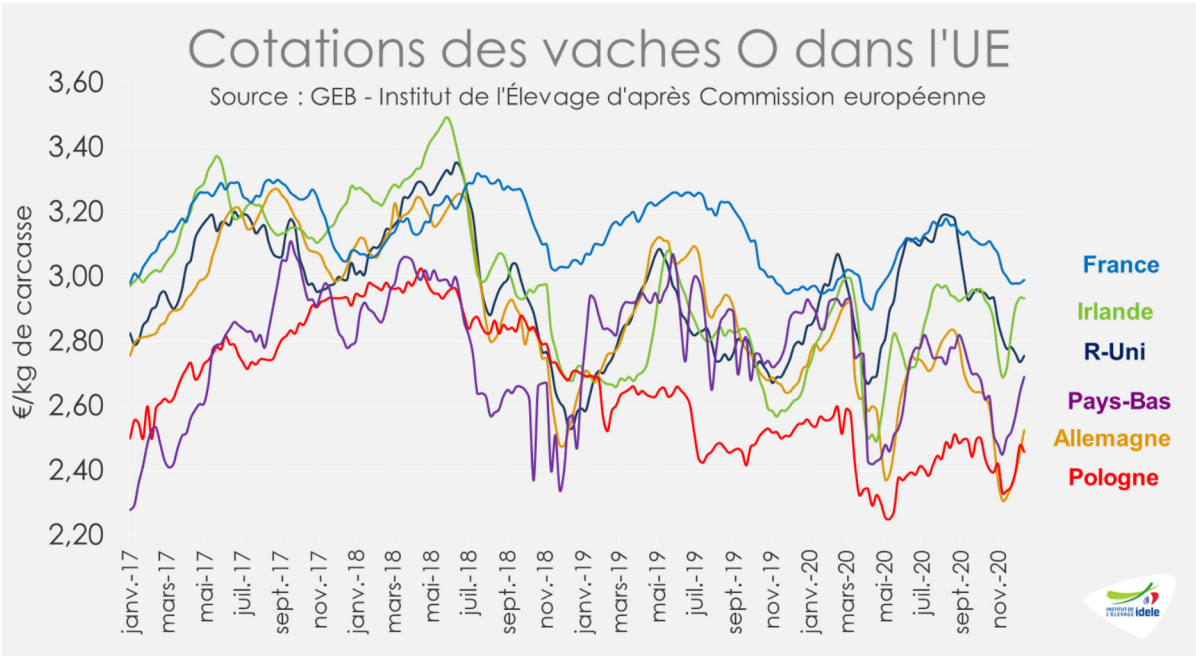


Viandes bovines » Femelles » Europe »

Redressement des cours en fin d'année

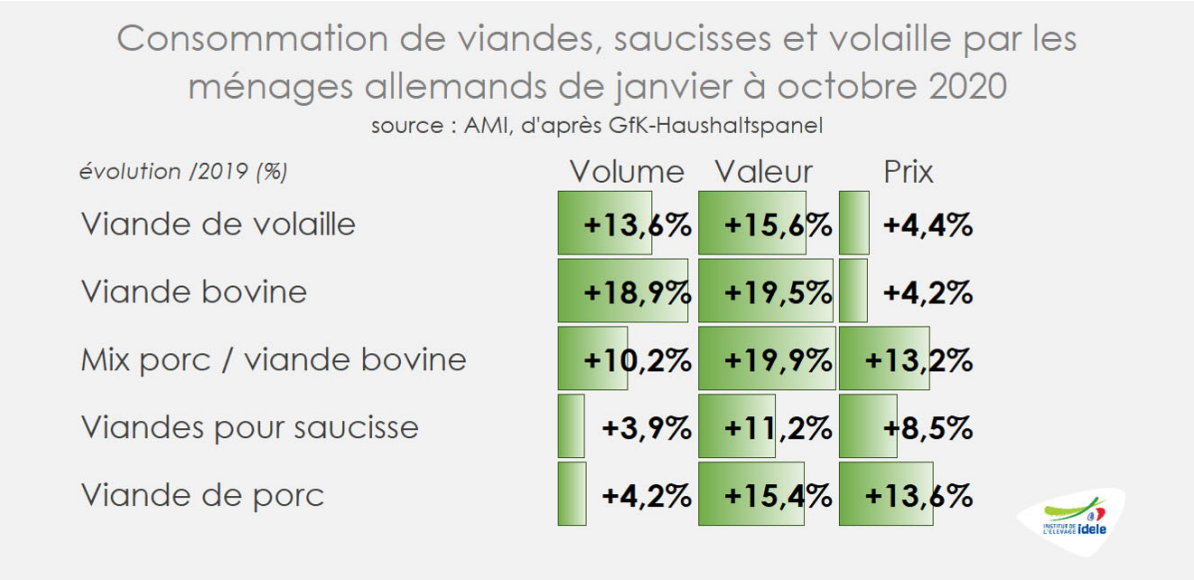
Dernière révision le 13 janvier 2021

Les prix des vaches de réforme en Europe se sont redressés partout en UE en décembre, sous l'effet d'une offre souvent limitée et d'une demande plus ferme pour la transformation et pour le haché.



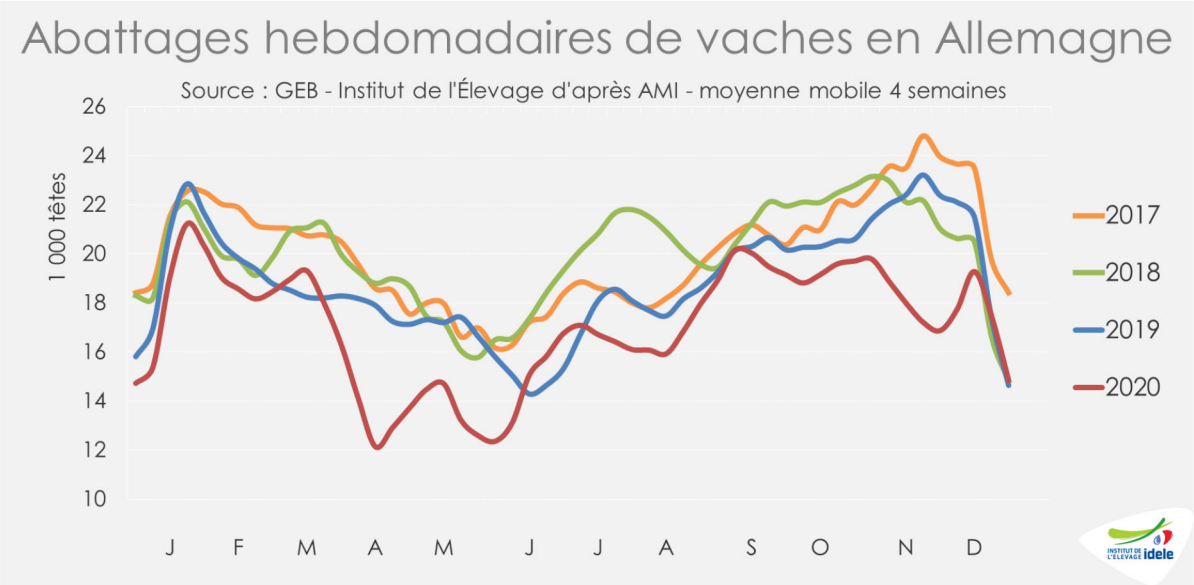
Allemagne : hausse de la demande des abattoirs en réformes

En **Allemagne**, la pandémie a eu, comme ailleurs en Europe, des effets marqués sur les modes de consommation de viande bovine. Face aux restrictions imposées au secteur de la RHD, les achats au détail de viande, de saucisses et de volaille ont augmenté de manière très significative sur les 10 premiers mois de 2020 (+7% /2019 en volume). C'est notamment le cas pour la viande bovine (+19%).

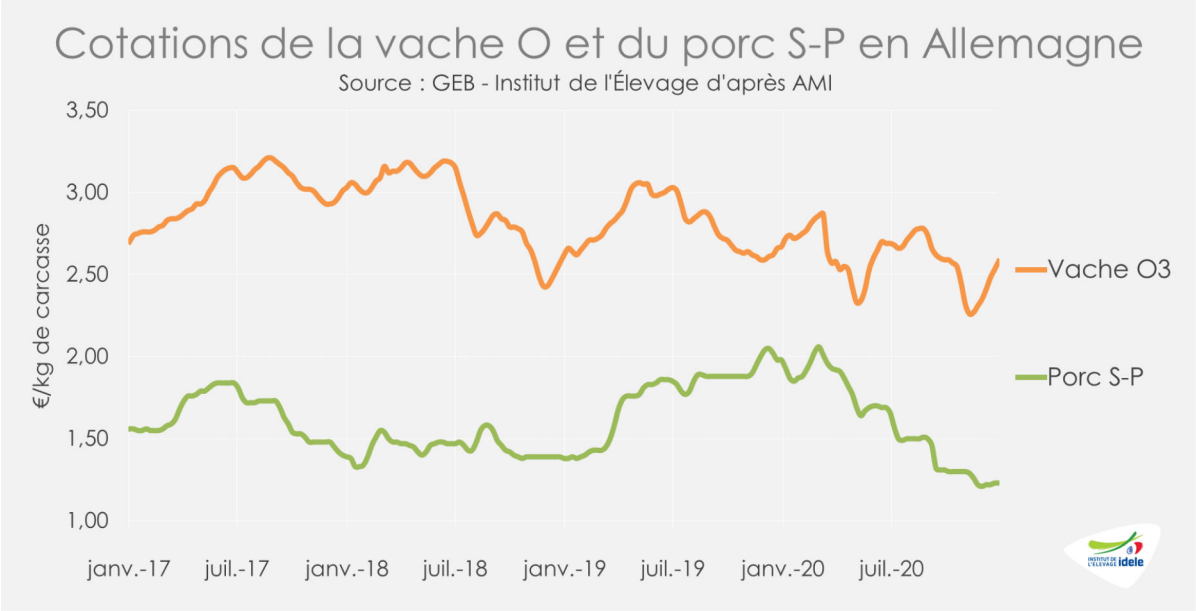


Avec la multiplication des clusters en abattoirs les capacités d'abattage avaient été limitées en novembre, notamment dans le sud de l'Allemagne. En décembre, les abattages se sont redressés, via notamment une demande accrue du secteur de la vente au détail. D'après les experts d'AMI, la demande et les ventes de viande de femelles ont également augmenté durant les vacances de fin d'année.

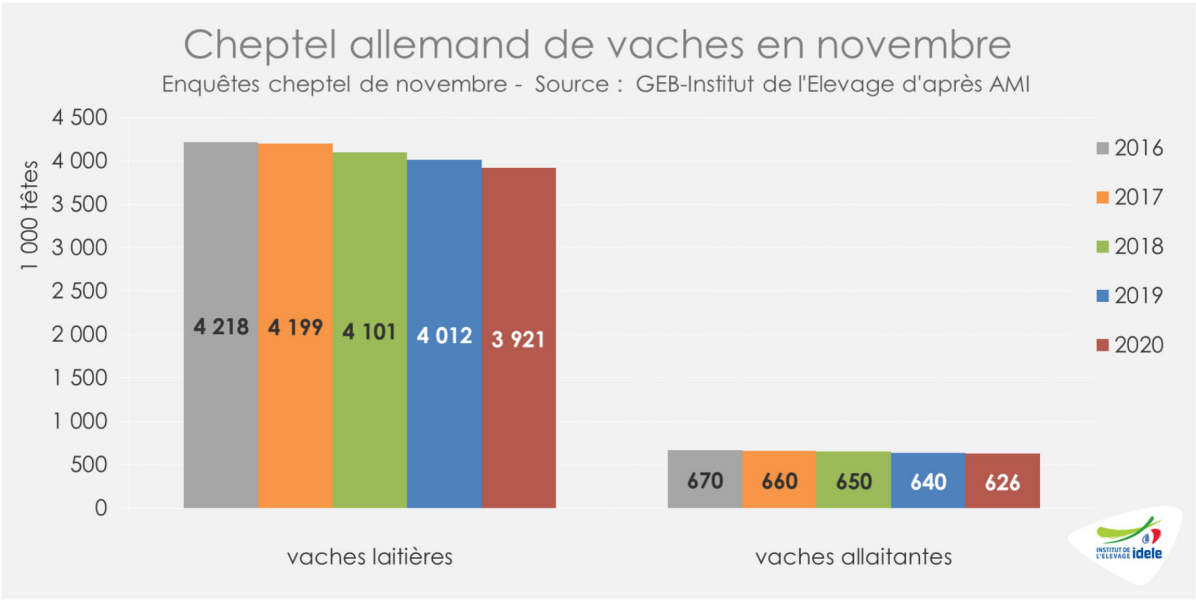
Sur les 4 dernières semaines de 2020, les abattages de gros bovins, comme de réformes, ont ainsi légèrement progressé (+1% /2020), mais sont restés contraints par des disponibilités plutôt faibles.



La cotation de la vache O a ainsi repris 32 centimes sur les 7 dernières semaines de 2020 pour atteindre 2,58 €/kg de carcasse en semaine 53, niveau qui demeure cependant inférieur à ceux des années précédentes (-3% /2019 et -2% /2018). L'écart avec la cotation du porc est à nouveau marqué. En effet, la courte stabilisation des cours du porc de fin d'été a vite été balayée après l'apparition de la FPA outre-Rhin. La perte du débouché chinois continue de peser sur les cours du porc allemand.



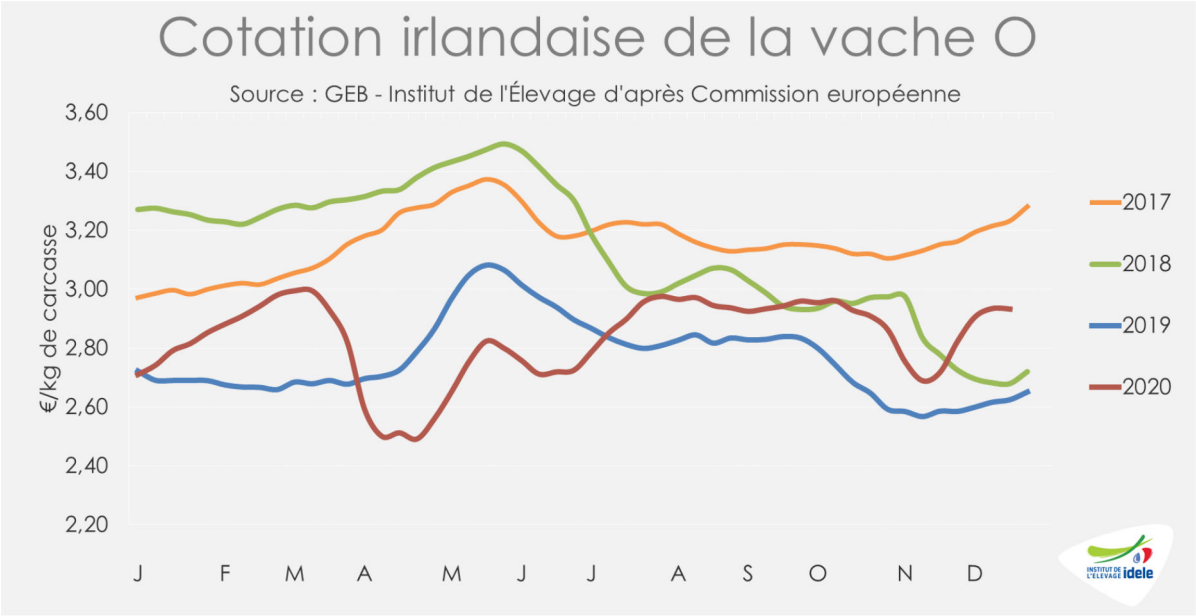
En parallèle, le cheptel bovin allemand poursuit son érosion. D'après la dernière enquête, il a ainsi diminué pour la 6ème année consécutive. En novembre 2020, 11,3 millions de bovins ont été recensés en Allemagne (-3% /2019). Les effectifs ont reculé dans toutes les catégories et classes d'âges. La baisse est toutefois moins prononcée pour les vaches laitières comme allaitantes (-2% /2019) que pour les génisses lait et viande de 1 à 2 ans (-3%) et de plus de 2 ans (-6%).



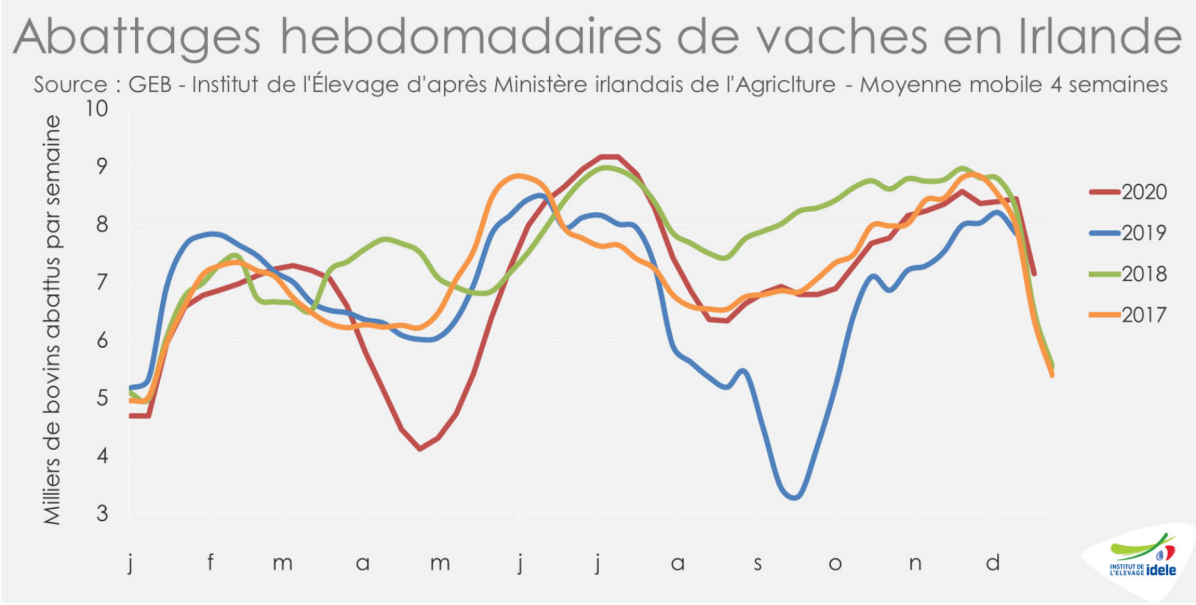
Dans les prochaines semaines, l'intérêt saisonnier plus marqué pour la viande de réforme, moins chère, et la légère progression de la demande du secteur de la transformation, qui reprend sa pleine activité après les semaines de vacances, devraient soutenir une tendance de prix au moins légèrement à la hausse en janvier d'après les experts d'AMI, notamment car le nombre de vaches disponibles pour abattage devrait est plutôt faible. Mais les nouvelles mesures de restrictions récemment mises en œuvre dans le cadre de la pandémie de Covid-19 appellent à la plus grande prudence…

Irlande : les cours encore en progression

En décembre, le commerce de viande bovine en **Irlande** a été dynamique et la demande est restée soutenue. La préparation des fêtes de fin d'année par les abattoirs et les bonnes performances de la consommation domestique (moins de 10% de la demande) mais surtout de l'export ont relativement soutenu les cotations. Les hausses de prix en décembre ont concerné toutes les catégories. En semaine 51, la vache O cotait 2,93 €/kg de carcasse (+12% /2019 et +9% /2018). Le blocage du trafic entre le Royaume-Uni et le Continent entre le 21 et le 23 décembre, dû à la découverte du variant britannique du coronavirus, a toutefois fait craindre le pire aux opérateurs irlandais, mais le secteur de la viande a finalement été peu affecté, à l'inverse de celui des fruits de mer qui supporte moins bien la conservation.



Les abattages de gros bovins (+2% /2019 en cumul) comme de vaches (+5%) ont été en hausse sur l'année 2020 d'après l'indicateur hebdomadaire du Ministère de l'agriculture. Sur les quatre dernières semaines de l'année, la tendance est restée sur cette lancée pour les abattages de femelles. Le nombre de vaches abattues était ainsi en hausse par rapport l'année 2019, dont le 2nd semestre avait été affecté par le blocage des abattoirs par les éleveurs.



Le mois de janvier est habituellement un bon mois pour la transformation et la viande de réforme. En effet, après les fêtes de fin d'année, les ménages favorisent notamment la viande hachée au détriment des découpes, pour des questions de pouvoir d'achat. Mais la multiplication des restrictions et reconfinements prévus à travers toute l'Europe et notamment la poursuite des fermetures de restaurants pourraient déprimer la demande. Face aux menaces du Brexit, malgré l'accord trouvé en fin d'année, le secteur irlandais de l'abattage et de la transformation sera éligible à un nouveau plan d'aide aux entreprises de l'agroalimentaire de 100 millions d'euros annoncé par le Gouvernement le 28 décembre. Le plan sera mis en œuvre dès janvier.

En attendant, en octobre dernier et d'après Bord Bia, les exportations irlandaises de viande bovine réfrigérée et congelée avaient à nouveau été dynamiques à 52 300 téc, en hausse par rapport à un automne 2019 affecté par le blocage d'abattoirs (+2% /2019). Sur les 10 premiers mois de l'année, le retard lié notamment à la pandémie était partiellement comblé (-2% /2019 et +4% /2018).

Royaume-Uni : après les inquiétudes liées au *Brexit* et au Covid-19, les cours se redressent

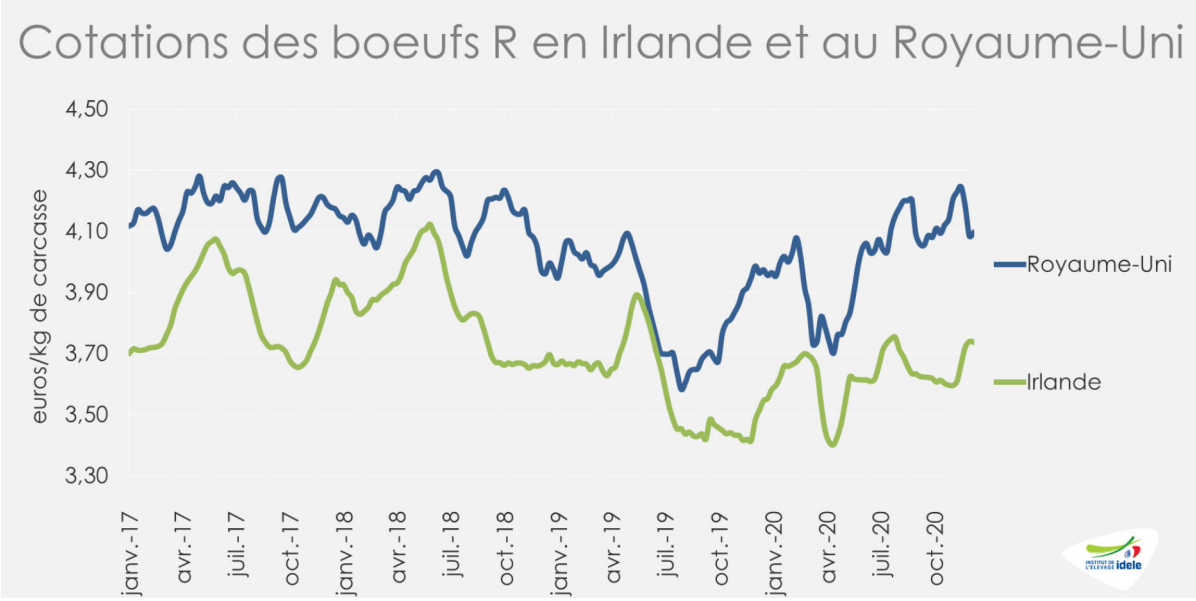
Au **Royaume-Uni**, les cotations ont fléchi courant décembre après avoir atteint des niveaux record. Dans la seconde quinzaine de décembre, il y a eu d'importantes perturbations des exportations via la France, en lien avec la fermeture des frontières liée à la découverte d'un nouveau variant du coronavirus.

Avec les restrictions affectant le secteur de la restauration, les ventes au détail sont restées dynamiques. Sur les 12 dernières semaines se terminant le 29 novembre 2020, les achats de viande bovine par les ménages

avaient encore progressé, et même de façon encore plus marquée que lors de la précédente période (+12% /2019 en valeur et +8% en volume). En volume sur la période, les différentes catégories de produits ont connu des fortunes diverses : de la hausse marquée pour le « *ready to cook* » (viandes précuites, +50% /2019) à la stabilité pour la viande à ragoût, en passant par +25% pour la viande à griller et +8% pour la viande hachée.

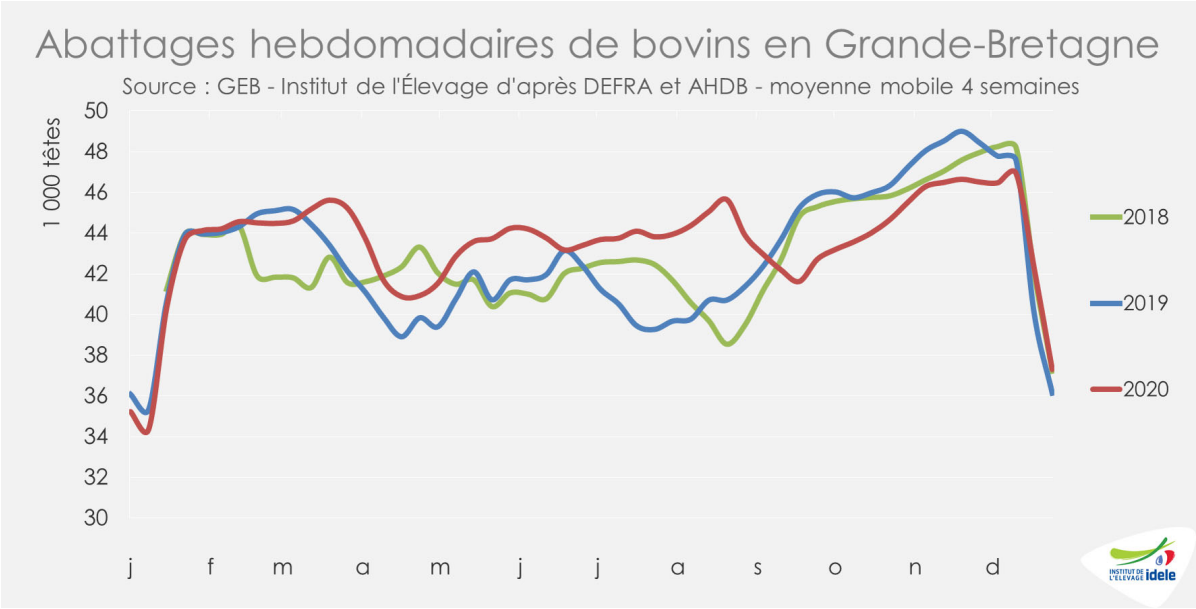
Les perturbations de décembre ont depuis provoqué un reflux des cotations. En semaines 51, la vache O cotait 2,76 €/kg de carcasse (-2% /2019 et +9% /2018) soit -2 centimes de moins en un mois et -19 centimes en 2 mois. La baisse observée depuis la mi-novembre était alors amplifiée par le recul de la Livre liée notamment aux difficiles négociations post-*Brexit*.

En parallèle, le bœuf R britannique cotait 4,10 €/kg de carcasse (+3% /2019 et +3% /2018) soit une baisse de -13 centimes en un mois. La progression des cours du bœuf irlandais a ainsi sensiblement réduit l'écart entre les deux cotations, même si celui-ci reste important (+36 centimes en semaine 51 contre +62 centimes un mois plus tôt).



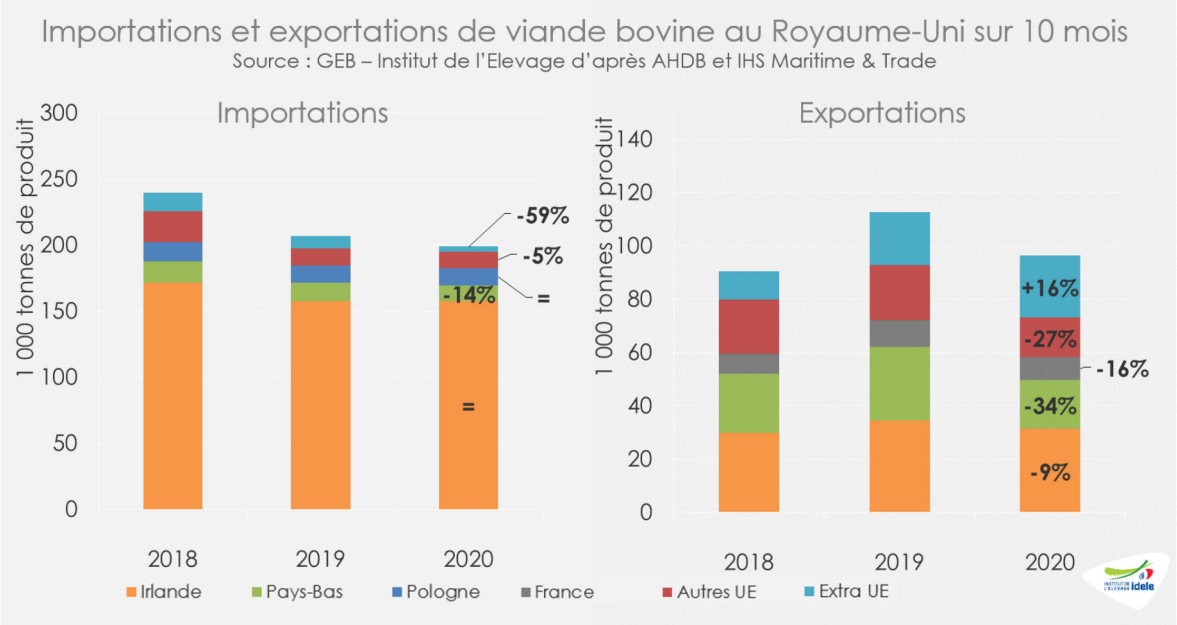
Depuis, la frontière avec la France a été rouverte le 23 décembre 2020 et un accord commercial sans droits de douane est entré en vigueur de façon provisoire en attendant la ratification le 1er janvier 2021 entre l'UE et le Royaume-Uni. Les cotations des réformes britanniques sont donc reparties à la hausse d'après AHDB. En monnaie nationale, elles se sont appréciées de +2 pence (+1,8 centime) en semaine 52 puis de 11 pence (+10 centimes) en semaine 53. Le reconfinement total, incluant la fermeture des écoles annoncé par Boris Johnson jusqu'à la mi-février, pourrait avoir des effets sur le marché britannique de la viande bovine.

Les abattages de gros bovins sont restés limités sur les quatre dernières semaines de 2020 (-7% /2019). Toutes les catégories sont concernées par la baisse à l'exception des génisses dont les abattages sont restés stables.

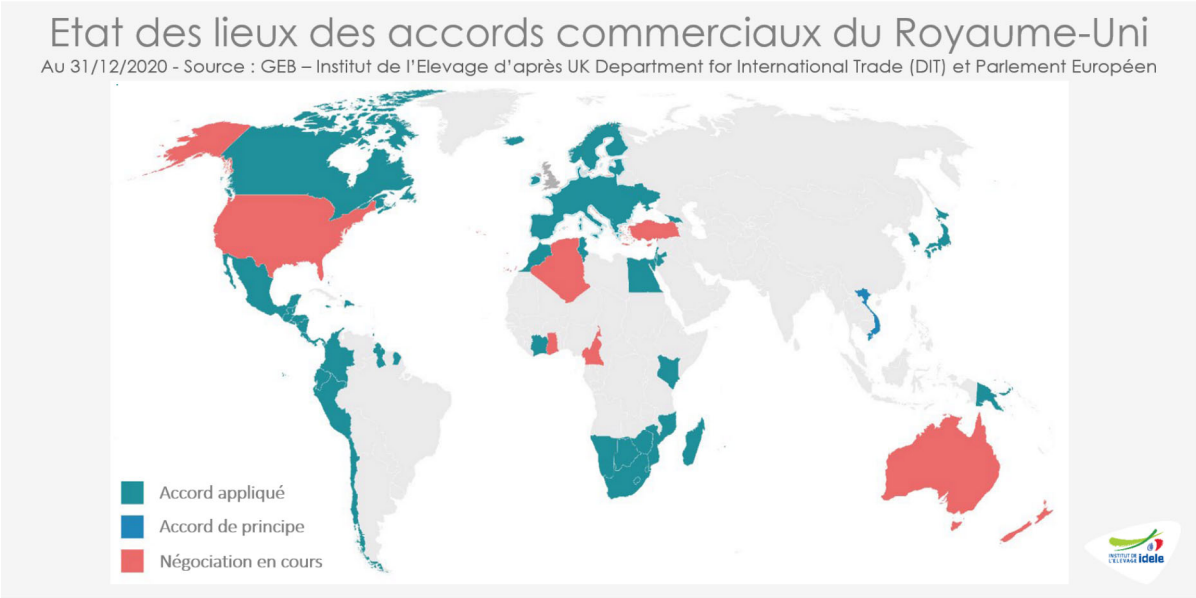


En octobre 2020, la balance commerciale britannique s'est à nouveau dégradée. Sur les 10 premiers mois de 2020, les importations (-4% /2019), mais surtout les exportations (-15%) britanniques de viande bovine ont reculé. Les importations en provenance d'Irlande, 1er fournisseur historique du Royaume-Uni, ont rattrapé le retard accumulé suite à la première vague. Les achats sur 10 mois ont été stables en volume par rapport à 2019.

La forte chute des exportations est liée à la contraction depuis mars du marché européen de la restauration, principale destination sur le Continent pour la viande britannique. Les ventes extra-UE ont en revanche poursuivi leur développement initié dès 2017 en préparation du Brexit.



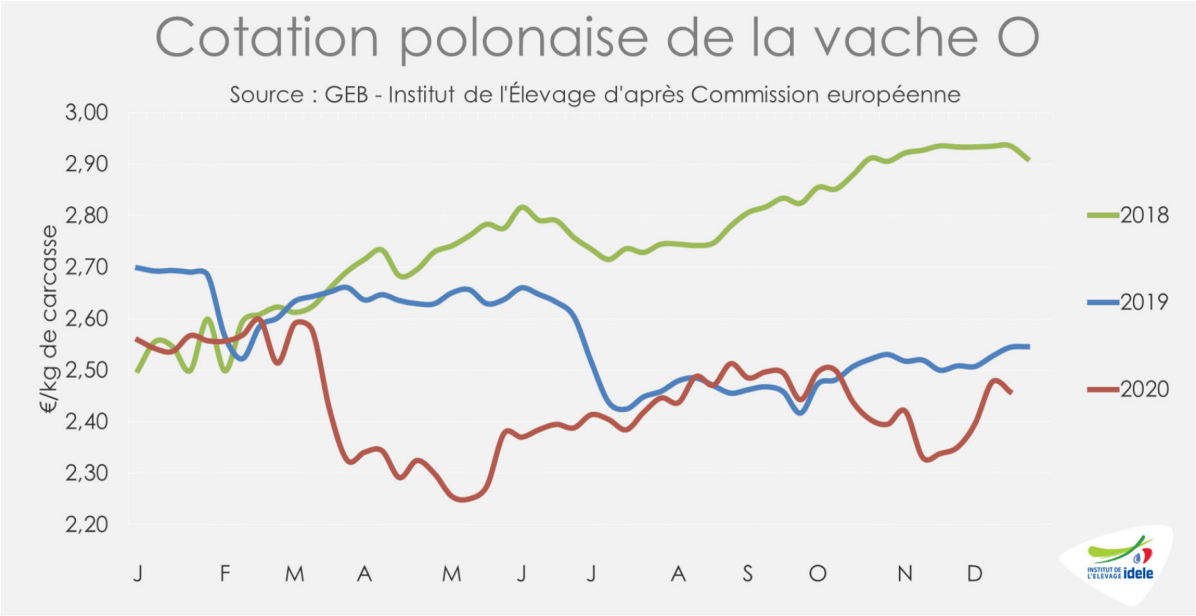
En parallèle de l'accord commercial post-*Brexit* signé avec l'UE, le Royaume-Uni multiplie les négociations et la signature de divers accords, répliquant souvent les accords existants entre l'UE-27 et ses différents partenaires. Fin décembre, le Royaume-Uni avait ainsi signé ou appliqué une soixantaine d'accords commerciaux.



A court mais surtout à moyen terme, ces accords pourraient entraîner une concurrence supplémentaire pour la viande bovine de l'UE et notamment d'Irlande sur le marché britannique. De plus, la concession par les Britanniques de nouveaux contingents à droit de douane réduit ou nul aux principaux exportateurs mondiaux, souvent plus compétitifs, pourrait peser.

Pologne : les cours se redressent mais restent en retrait

En **Pologne**, après la nouvelle chute des cours des vaches liée à la deuxième vague de Covid-19 et notamment aux restrictions sur la restauration en Europe, les prix se sont redressés fin 2020, comme ailleurs en Europe, mais restent en retrait d'une année sur l'autre. La cotation de la vache O a repris 12 centimes en un mois à 2,46 €/kg de carcasse, toujours inférieure à celles des années précédentes (-3% /2019 et -9% /2018).



Viandes bovines » Maigre »

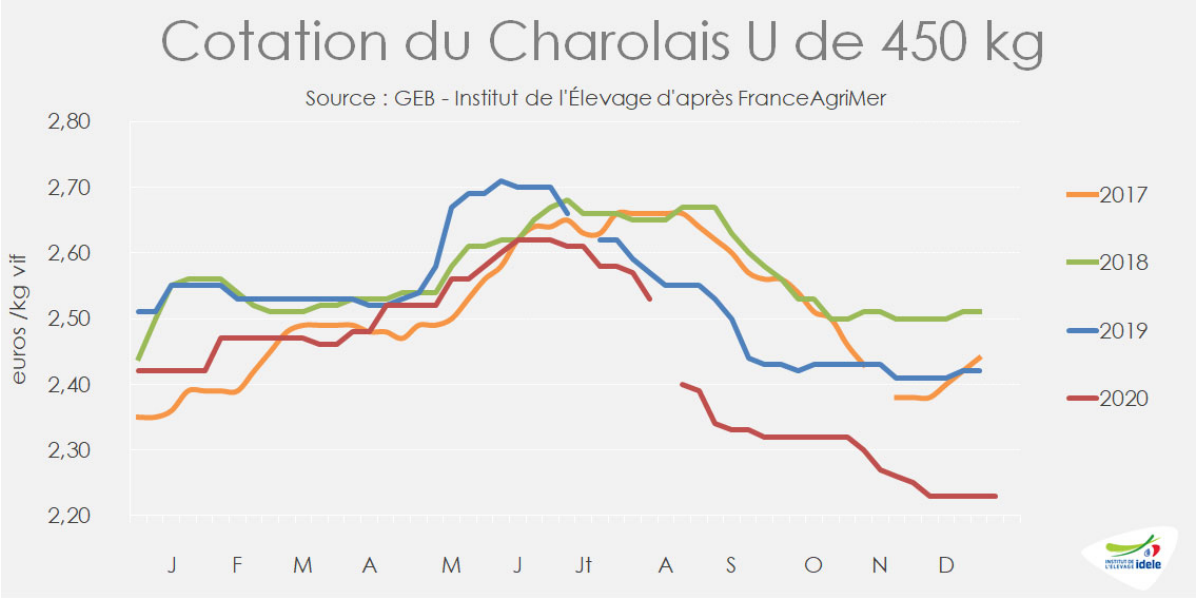
Les prix des mâles toujours moroses en fin d'année

Dernière révision le 13 janvier 2021

Les cotations ont stagné à de bas niveau pour les Charolais en décembre. Les effectifs de mâles de 6-12 mois étaient stables au 1er décembre. Les envois de broutards du mois de novembre (toutes destinations) se sont maintenus au bon niveau de 2019. Selon TRACES, les expéditions de bovins vifs du mois de décembre, tous âges confondus, sont restées dynamiques vers l'Italie.

Les cotations des broutards stagnent

Après avoir chuté de 7 centimes en novembre, la cotation du Charolais U 450 kg reste encalminée depuis la semaine 49 à un niveau toujours très bas, à 2,23 €/kg soit -19 cts /2019 (-8%).



Le prix du Charolais U 350 kg n'a pas encore redécollé de son bas niveau du mois de novembre, à 2,45 €/kg soit -14 cts /2019 (-5%).

En catégorie légère, le Limousin E 300 kg a rebondi de quelques centimes en fin d'année, à 3,00 €/kg en semaines 52-53, limitant son recul à -5 cts d'une année sur l'autre (-2%). En revanche, le Croisé R de 300 kg reste au plancher, à 2,29 €/kg, en recul de -10% d'une année sur l'autre.

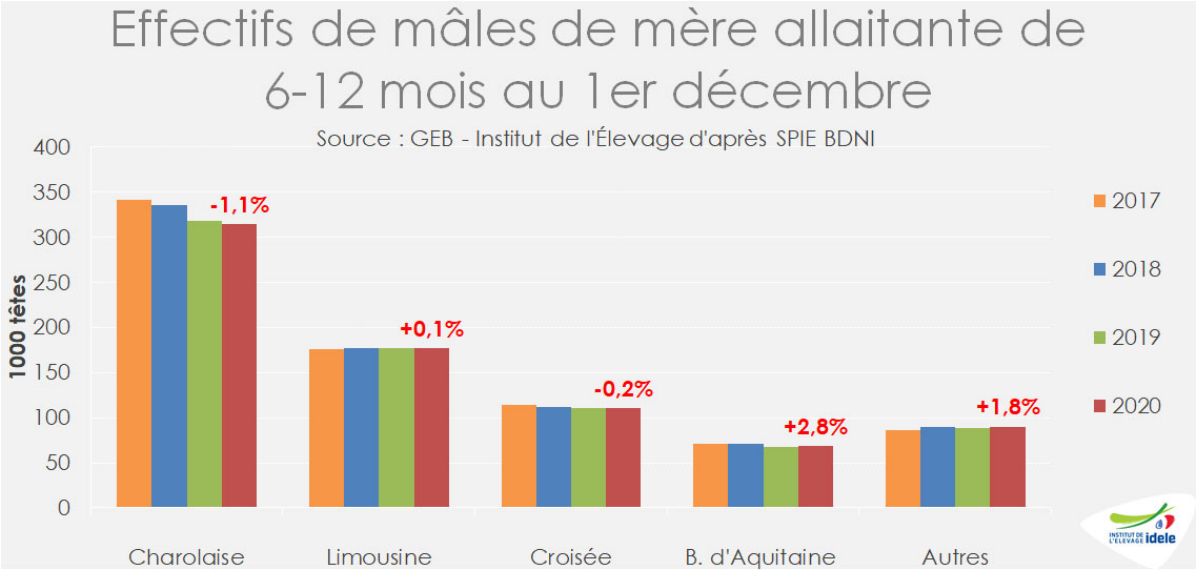
En femelles, la Limousine E 270 kg s'était stabilisée à 2,77 €/kg jusqu'en semaine 51, avant d'augmenter à 2,85 €/kg en semaines 52-53, affichant une hausse de +12 cts d'une année sur l'autre (+3% /2019). La Charolaise U 270 kg cote 2,54 €/kg depuis la semaine 50, soit un niveau identique à 2019. Les prix des jeunes femelles finis se tiennent bien en Italie.

Stabilité des naissances sur la campagne 2020-2021

En novembre, 287 000 veaux sont nés de mère allaitante, soit une légère baisse de -0,9% /2019. Sur la campagne 2020-21, 1 215 000 veaux de mère allaitante sont nés, un chiffre quasiment stable (-0,2% /2019-20) malgré la décapitalisation (-1,5% début décembre 2020 /19) indiquant de meilleurs résultats de gestation qu'en 2019.

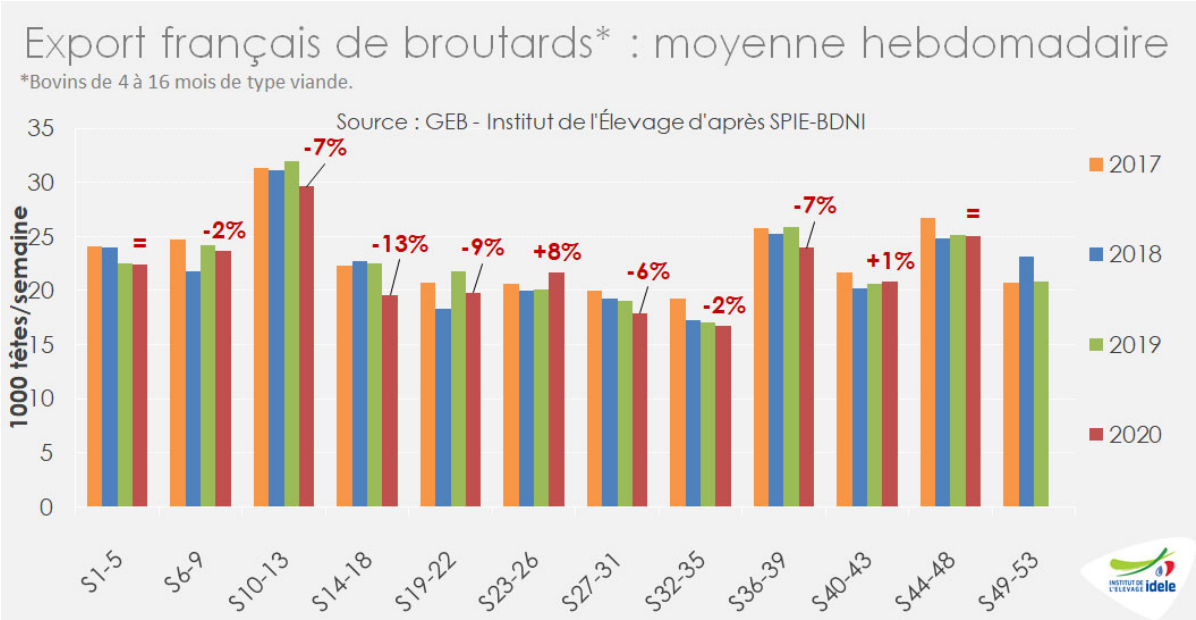
Des effectifs de 6-12 mois de mère allaitante stables

Au 1er décembre, selon SPIE-BDNI, les effectifs de mâles de 6-12 mois issus de mère allaitante étaient stables par rapport à 2019, avec 761 000 têtes, contrairement au 1er novembre, où les effectifs étaient en hausse de +1,5% /2019.



Les effectifs de Charolais de 6-12 mois début décembre étaient en recul de -1,1% /2019, ceux de Limousins étaient stables, les Blonds augmentaient de +2,8% /2019 et les Rustiques de +1,1%.

Les envois de broutards en novembre aussi importants qu'en 2019



En novembre, sur les semaines 44 à 48, les envois de broutards (mâles et femelles) ont été aussi nombreux qu'en novembre 2019, avec 100 000 têtes exportées d'après les données SPIE-BDNI. La proportion de femelles était en revanche supérieure, à 35%, contre 32% en novembre 2019.

Selon les Douanes, 4 900 broutards ont été exportés vers les pays tiers en novembre, portant à 58 000 le nombre de broutards exportés hors UE sur 11 mois, dont 42 000 vers l'Algérie (-22% /2019 mais +73% /2018).

En cumul de janvier à novembre, selon SPIE-BDNI, 1 124 000 broutards ont été envoyés toutes destinations confondues, soit -3% /2019 et -2% /2018. Cette baisse a été marquée au printemps avant un net rebond à l'automne. C'est surtout la demande espagnole qui a reculé (-40 000 broutards sur 10 mois selon les Douanes), quand l'Algérie poursuivait ses achats, mais à un niveau un peu moindre que celui très élevé de 2019 (-12 000 têtes sur 10 mois).

Loi de santé animale à partir du 21/04: +50 jours d'attente entre vaccination FCO et envoi vers l'Italie

La Loi de Santé Animale européenne devrait entrer en application le 21 avril prochain. En matière de FCO, les accords bilatéraux seront supprimés à partir de cette date. Des modalités dérogatoires ont été prévues, telles que la désinsectisation et la pratique d'un test PCR. Cependant elles nécessitent d'être acceptées par l'Etat membre destinataire : dans ce cas, elles vaudront pour tous les Etats membres (accord étendu). La position de l'Italie et de l'Espagne n'étant pas connues à ce stade, la modalité générale s'applique : primovaccination complète (2 injections) contre les sérotypes 4 et 8, depuis au moins 60 jours. INTERBEV appelle les éleveurs et exportateurs à anticiper d'ores et déjà cette évolution en vaccinant rapidement les broutards contre les deux sérotypes pour que les flux ne soient pas interrompus par le délai nécessaire (qui sera dans tous les cas de 60 jours, le délai négocié de 10 jours pour l'Italie n'ayant plus cours le 21 avril).

En décembre, des exports dynamiques vers l'Italie…

Sur la période la plus récente (semaines 49 à 52) selon TRACES, les exports de bovins vivants ont été très dynamiques vers l'Italie, avec 72 000 têtes, tous âges confondus, soit +9% /2019. Cette hausse est à tempérer par le nombre de jours d'activité en décembre 2020, plus élevé qu'en décembre 2019. En effet, le 25 décembre 2020 étant le vendredi (et non le mercredi) il a permis 3,5 semaines d'activité en décembre 2020, contre 3 semaines en 2019.

Sur les semaines 49-52, les envois vers l'Espagne, tous bovins confondus ont bondi de +32% /2019, à 53 000 têtes ! Cette hausse est due aux envois très importants de jeunes veaux, trouvant moins de débouchés en novembre à l'engraissement en France. Face à cette crise de marché du jeune veau, les intégrateurs français ont pris l'engagement en décembre d'en mettre davantage en place à l'engraissement.

Et des exports robustes vers les pays tiers dans un paysage changeant

En décembre, des exports pays tiers ont eu lieu vers l'Algérie, la Tunisie et le Liban. En effet, l'État libanais a distribué des subventions pour importer des génisses laitières et des broutards. L'Algérie a en revanche suspendu en toute fin d'année l'import de génisses laitières, ce qui ralentira le remplissage des bateaux.

Viandes bovines » Veaux de boucherie »

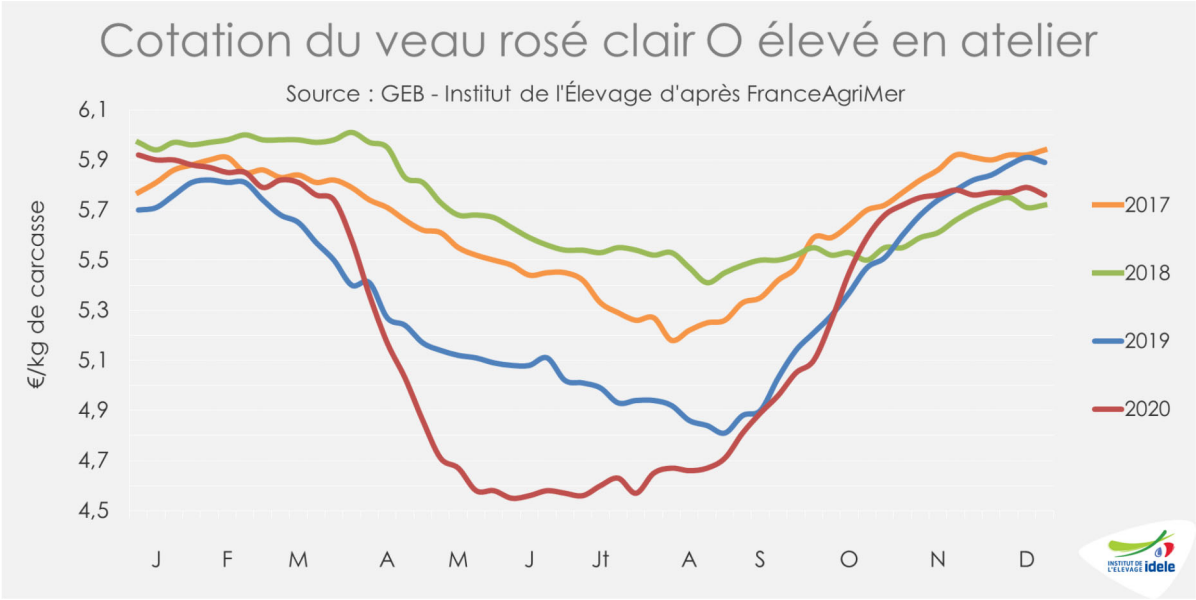
Une filière en difficulté pour la deuxième année consécutive

Dernière révision le 13 janvier 2021

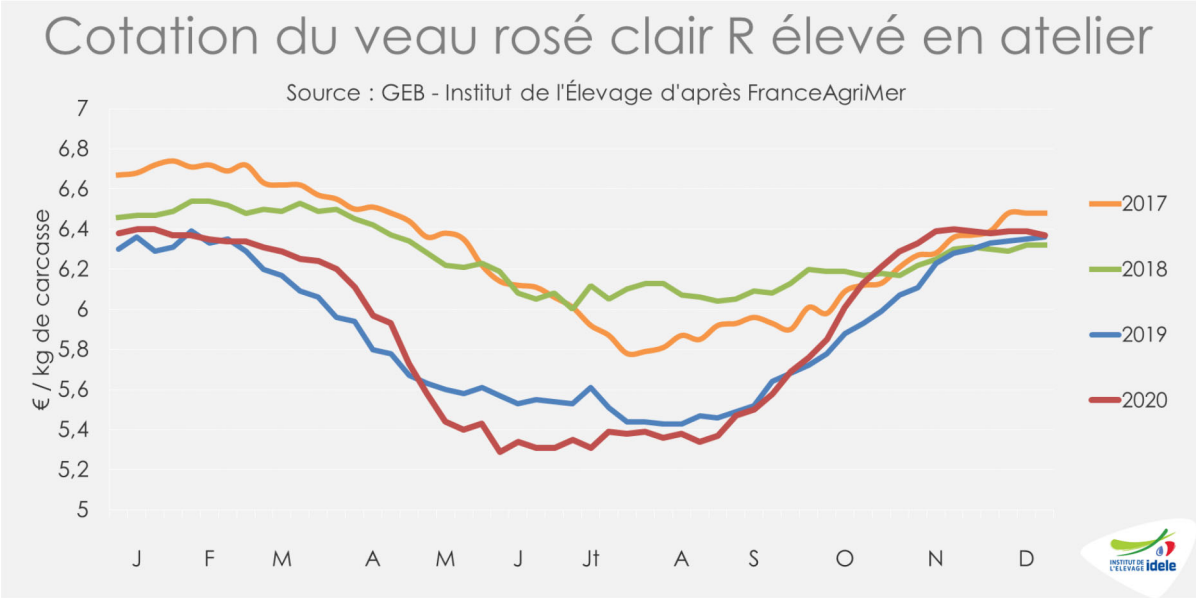
Les cours du veau gras élevé en atelier ont terminé 2020 en deçà de 2019. En novembre, l'ouverture d'une partie des établissements de restauration collective a permis d'écouler la production. Mais en cumul sur les 11 premiers mois de l'année 2020, la production française est en net repli. En fin d'année, les veaux abattus ont retrouvé leur poids et âge moyens de décembre 2019, les volumes produits correspondaient à la consommation.

La cotation annuelle est en recul par rapport aux années précédentes

La cotation du veau O a plafonné depuis la semaine 44 pour s'établir à 5,76 €/kg de carcasse en semaine 52, niveau supérieur à 2018 (+4 centimes), mais inférieur à 2019 (-13 centimes). A 5,27 €/kg de carcasse, la cotation annuelle moyenne du veau rosé clair O élevé en atelier est en léger repli par rapport à la difficile année 2019 (-1,7%) et en net recul par rapport à l'année 2018 (-7,5%).



La cotation du veau rosé clair R élevé en atelier a également plafonné depuis novembre : à 6,38 €/kg de carcasse, elle s'est établie à un niveau similaire aux années précédentes (+1 ct /2019 et +5 cts /2018). La hausse des achats en boucherie artisanale (+14% /2019 en valeur de janvier à novembre d'après Kantar) a permis de maintenir les cours en 2020. A 5,91 €/kg, la cotation annuelle du veau rosé clair R est similaire à celle de 2019.



Les coûts alimentaires sont en hausse en cette fin d'année

Les coûts alimentaires ont progressé en cette fin d'année 2020 et les opérateurs craignent que cette hausse se poursuive en 2021.

L'IPAMPA « aliments d'allaitement pour veau » s'est établi à 111,8 points en novembre, soit 3,4 points au-dessus de son niveau de 2019. Le cours de la poudre de lactosérum doux a fortement progressé ces dernières semaines pour atteindre 790 €/t en semaine 52, soit +8% /2019. Le cours de la poudre maigre, qui s'est apprécié modestement au 2nd semestre, se situe nettement sous son niveau de l'an dernier. Voir article Marchés des produits laitiers.

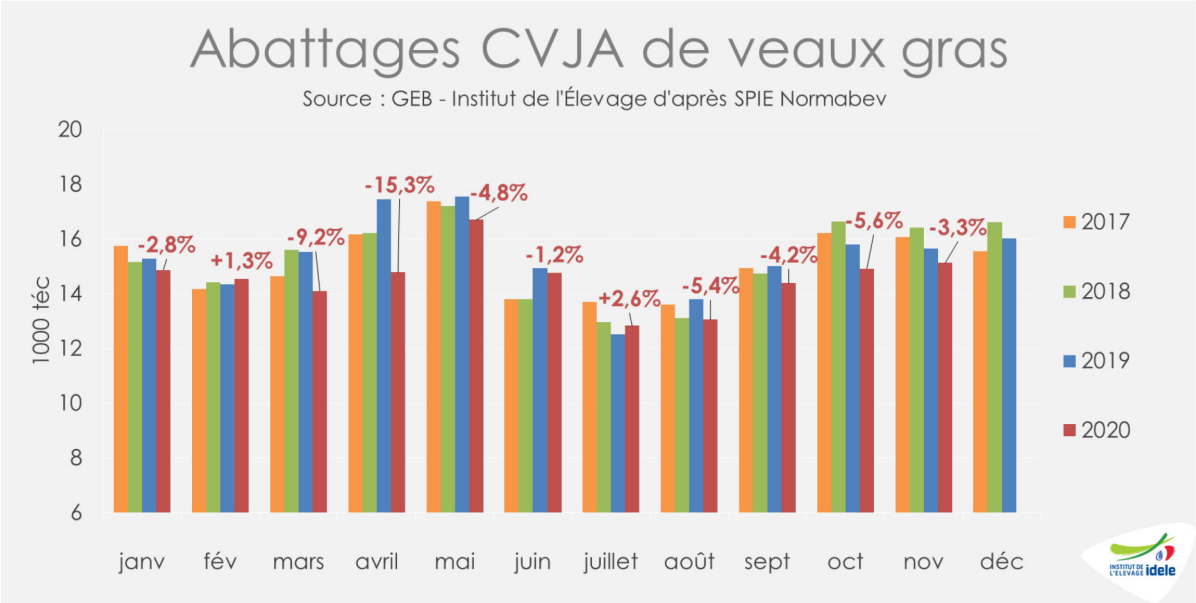
Après quelques mois de stabilité, l'IPAMPA « autres aliments pour veau » a pris 3 points depuis août pour s'établir à 103,8 points en novembre. Il devrait poursuivre sa hausse en lien avec l'augmentation généralisée des prix des matières premières. Voir zoom Marchés des grains.

Les établissements de restauration collective restés ouverts permettent d'écouler une partie de la production

Les effectifs bruts de veaux gras abattus en France en novembre 2020 sont similaires aux abattages de l'année précédente (+0,7% /2019). Mais en tenant compte des variations du nombre de jours ouvrés (un jour en plus en novembre 2020), la production abattue accuse une baisse de -4,2% /2019. Cette baisse de la production s'explique principalement par la diminution des mises en place au printemps 2020.

La production de novembre a tout de même moins diminué en poids (-3,3% /2019) qu'en effectifs, sous l'effet de veaux encore lourds par rapport à l'an passé.

Sur 11 mois, la baisse des abattages est également moins prononcée en téc qu'en têtes du fait de la hausse du poids moyens des veaux sur l'année 2020. La production abattue s'établit à 160 000 téc, soit une baisse de -4,6% /2019 et de -3,7% / 2018. Sur 11 mois, le nombre de têtes abattues était en lui retrait de -5,5% /2019 et de -6,2% /2018.



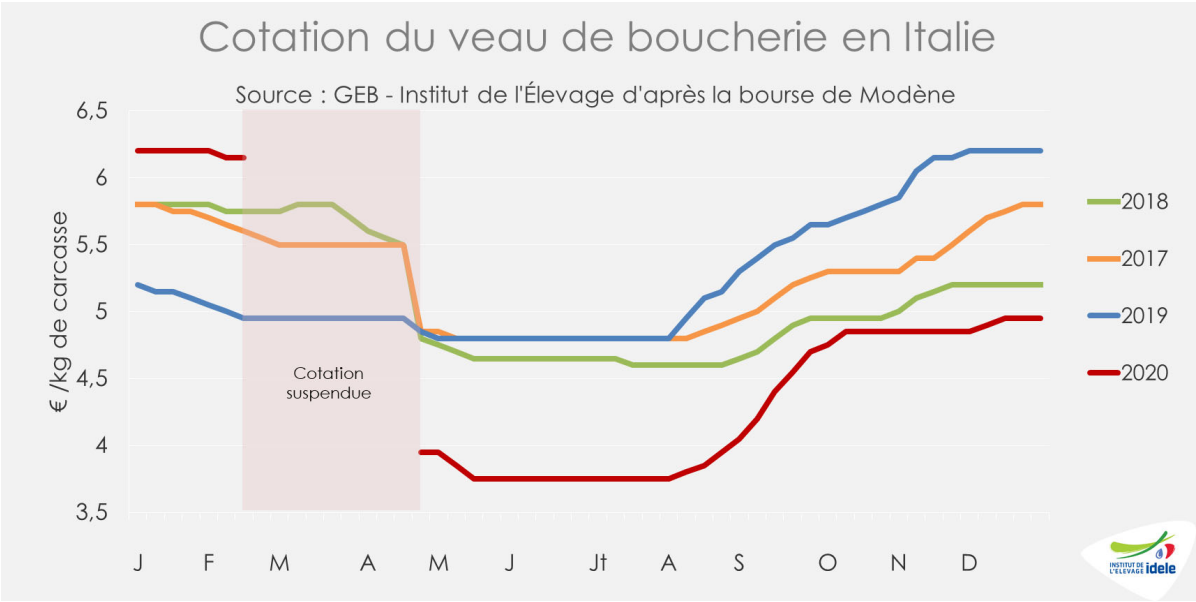
Les volumes produits correspondent à la consommation

Malgré le confinement décrété fin octobre, la résorption du poids et de l'âge moyens à l'abattage est un signe que les volumes produits correspondent à la demande. A 143 kg/tête en décembre et avec un âge moyen à l'abattage de 183 jours, les veaux ont retrouvé les niveaux de 2019.

Petite embellie aux Pays-Bas grâce aux fêtes de fin d'année

Aux Pays-Bas, les bonnes ventes ces dernières semaines ont permis de réduire les stocks. Après avoir stagné à 4,15 €/kg pendant 6 semaine, la cotation est remontée de 5 centimes en semaine 50, se stabilisant à 4,20 €/kg (-17% /2019 et -13% /2018 en semaine 51). Avec plus de 90% d'export, le marché du veau aux Pays-Bas, très dépendant de l'ouverture de la RHD des pays européens, a subi de plein fouet la crise de la Covid-19. En cumul sur 10 mois, la production nationale a baissé de -3,7% /2019, à 185 000 téc.

En Italie, la cotation est aussi remontée à 4,95 €/kg de carcasse en semaine 52, mais elle reste largement inférieure à son niveau de 2019 (-20%).



De nombreuses incertitudes pour 2021

Malgré le début de la campagne de vaccination contre la Covid-19, il reste beaucoup d'incertitudes pour les semaines à venir à l'heure où les pays européens renforcent les restrictions sanitaires (confinement, couvre-feu, fermeture des restaurants…). Les outils de communication proposés par Interbev aux enseignes de la grande distribution au 1er trimestre 2021 visent à stimuler la demande et ainsi soutenir le marché du veau gras. Cependant la consommation des ménages dépendra de l'évolution de la situation sanitaire.

Viandes bovines » Veaux nourrissons »

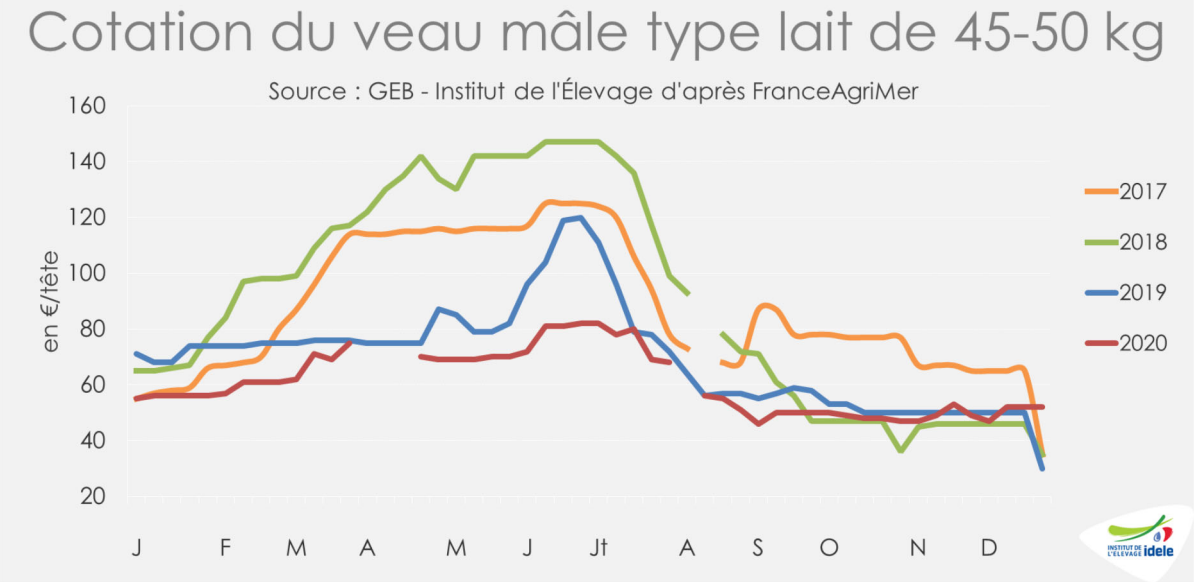
Flux poussés vers l'Espagne

Dernière révision le 13 janvier 2021

Face au manque de débouchés en France, les exportations de petits veaux vers l'Espagne ont atteint des effectifs record en novembre, mais elles n'ont pas permis de soutenir les prix. La hausse saisonnière de la cotation du veau de 8 jours, liée au ralentissement des vêlages en début d'année, pourrait de nouveau être très peu marquée en 2021 compte tenu de l'encombrement du marché et de l'incertitude sanitaire.

La cotation 2020 est inférieure aux années précédentes

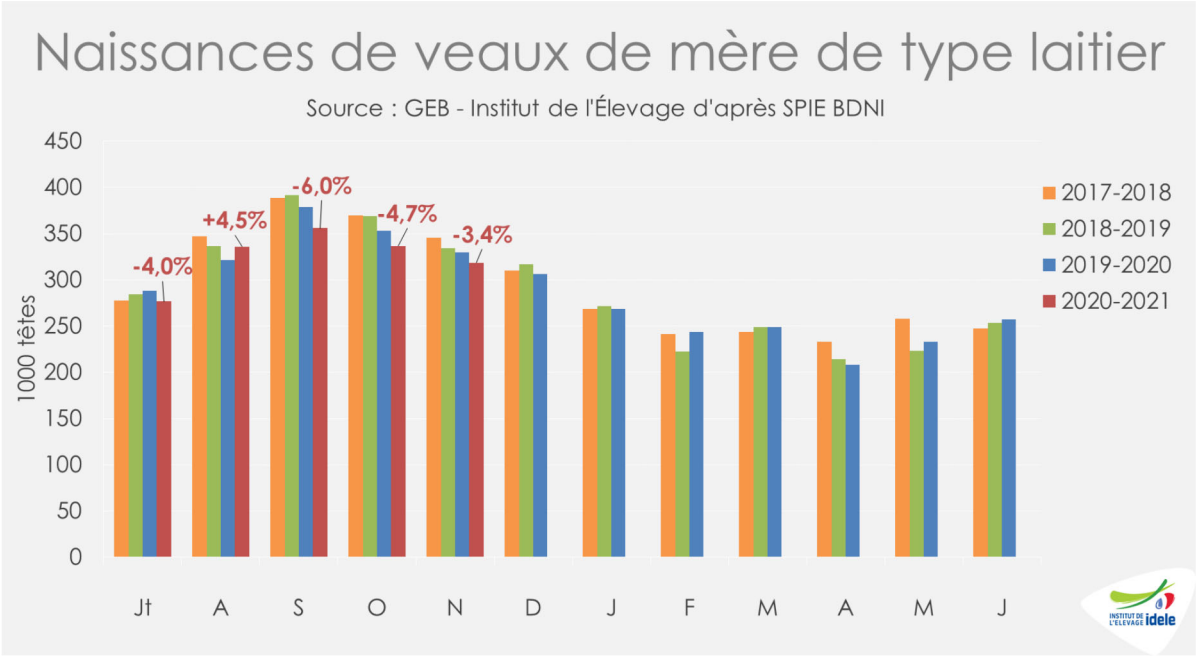
La cotation du petit veau est au plancher depuis plusieurs mois, elle atteint 52 €/tête en semaine 51 soit 2 € de plus qu'en 2019 et 6 € de plus qu'en 2018. Mais compte tenu de l'absence de hausse saisonnière marquée des prix au printemps, la cotation annuelle moyenne 2020 du veau mâle laitier est en deçà de la cotation annuelle 2019 (-12%) et bien en deçà de la cotation 2018 (-33%). Elle s'établit à 61 €/tête en 2020, contre 70 € en 2019 et 91 € en 2018.



La cotation du mâle laitier de 50-60 kg stagne à 67 €/tête depuis la semaine 50, soit +2 € /2019 mais -8 € /2018 en semaine 52. A 81 €/tête, la cotation annuelle moyenne se situe -16% en-dessous de son niveau de 2019 et -35% sous son niveau de 2018.

Fin du pic saisonnier des naissances

En cumul sur 11 mois, les naissances de veaux de mère laitière sont quasi stables (-0,7% /2019). En revanche, le pic saisonnier ayant été peu marqué à l'automne 2020, les naissances sont en recul depuis juillet (-3% /2019 avec 1 624 000 naissances).

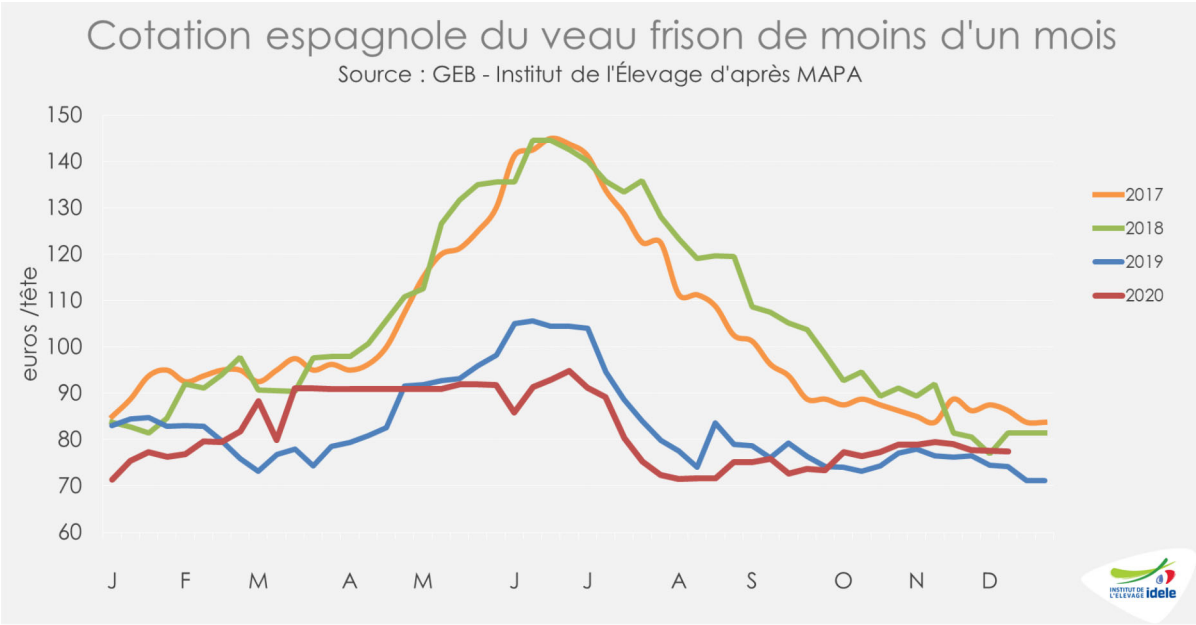


La quasi stabilité des naissances en 2020 cache des disparités entre les types raciaux. Les naissances de veaux de race laitière pure continuent de chuter, avec 2 416 000 naissances sur 11 mois (-2,5% /2019), alors que les naissances de veaux croisés de mère laitière et de père allaitant progressent (668 000 têtes sur 11 mois soit +6,5% /2019).

Les exportations vers l'Espagne atteignent des records

Face au manque de débouchés en France, les exportations de petits veaux de mère laitière, majoritairement vers l'Espagne, ont atteint des niveaux record en novembre avec 40 000 têtes exportées soit +4% /2019 et +30% /2018.

A 77,5 €/tête en semaine 50, la cotation du veau frison espagnol restait supérieure à celle de 2019 (+5%) mais inférieure à celle de 2018 (-5%).



Conjoncture robuste

Dernière révision le 13 janvier 2021

La demande en produits laitiers demeure solide dans l'UE-27 comme sur les marchés mondiaux. De plus, l'offre laitière se fait moins abondante.

La croissance de la collecte de l'UE-27 a ralenti en fin d'année 2020, principalement sous l'effet des replis enregistrés en France et en Allemagne. La production laitière connaît une évolution contrastée dans les autres grands bassins exportateurs. Si elle a poursuivi sa croissance aux États-Unis et en Argentine, elle a marqué le pas en Océanie.

De plus, les menaces que faisait peser un Brexit sans accord se sont dissipées. Le Royaume-Uni est un débouché majeur pour de nombreuses filières laitières européennes, en premier lieu la filière française, même si en 2020 les échanges de produits laitiers ont significativement baissé entre les deux partenaires.

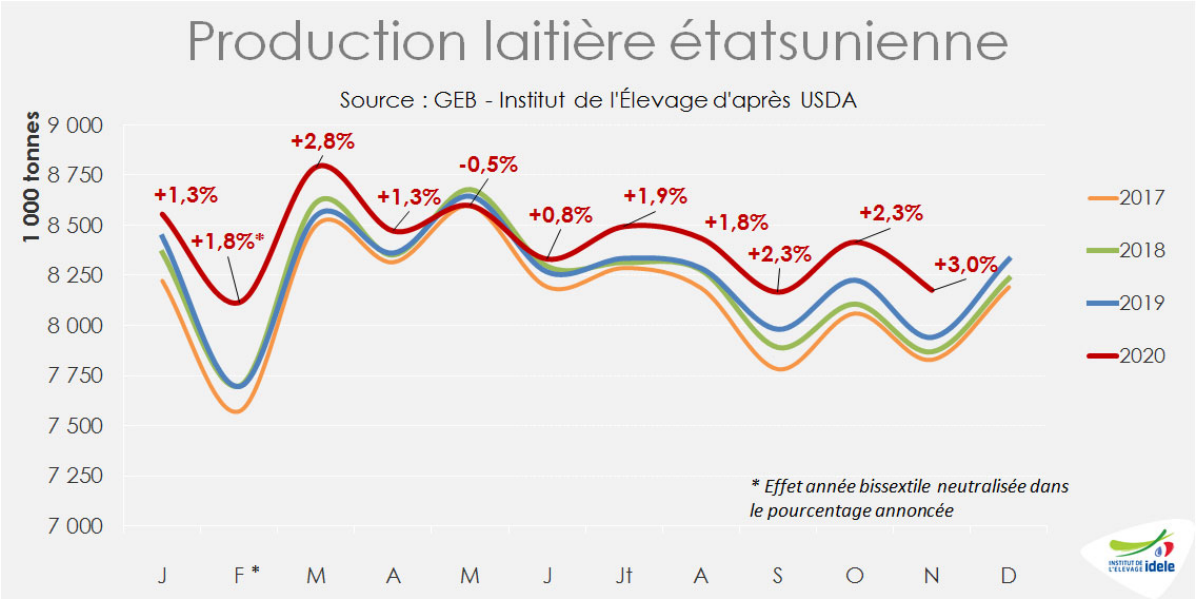
Lait de vache » Collecte laitière »

Monde : des évolutions contrastées

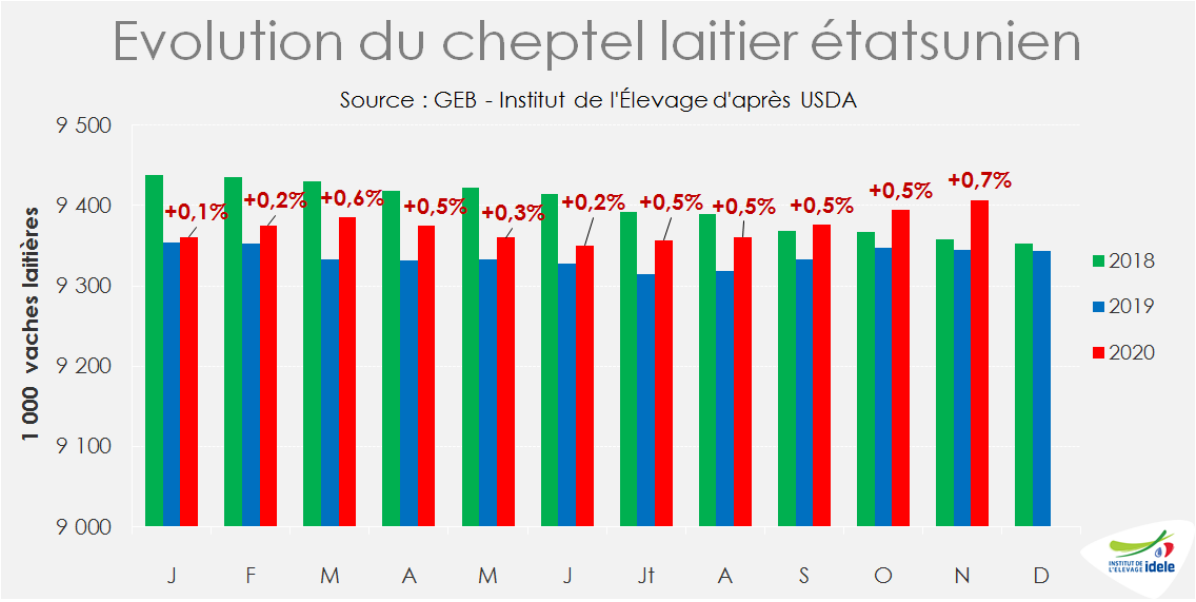
Dernière révision le 13 janvier 2021

La production laitière dans les principaux bassins exportateurs est apparue contrastée fin 2020. Si elle a poursuivi sa croissance aux États-Unis et en Argentine, elle a marqué le pas en Océanie.

La production laitière poursuit sa croissance à un rythme élevé aux **États-Unis**. Après avoir reculé en mai, elle a ensuite progressé pendant 6 mois consécutifs, à un rythme croissant qui a atteint +3% /2019 en novembre. Sur les 11 premiers mois la production est en hausse de +2% /2019 (effet année bissextile neutralisé).



Cette progression repose d'abord sur une forte productivité des vaches, qui atteint des niveaux historique (+2,3% /2019 en novembre). Mais le cheptel laitier maintient également sa progression, en hausse de 12 000 têtes d'un mois sur l'autre et de 62 000 animaux d'une année sur l'autre (+0,7% /2019). La dynamique du cheptel montre un certain optimisme de la part des éleveurs outre-Atlantique.

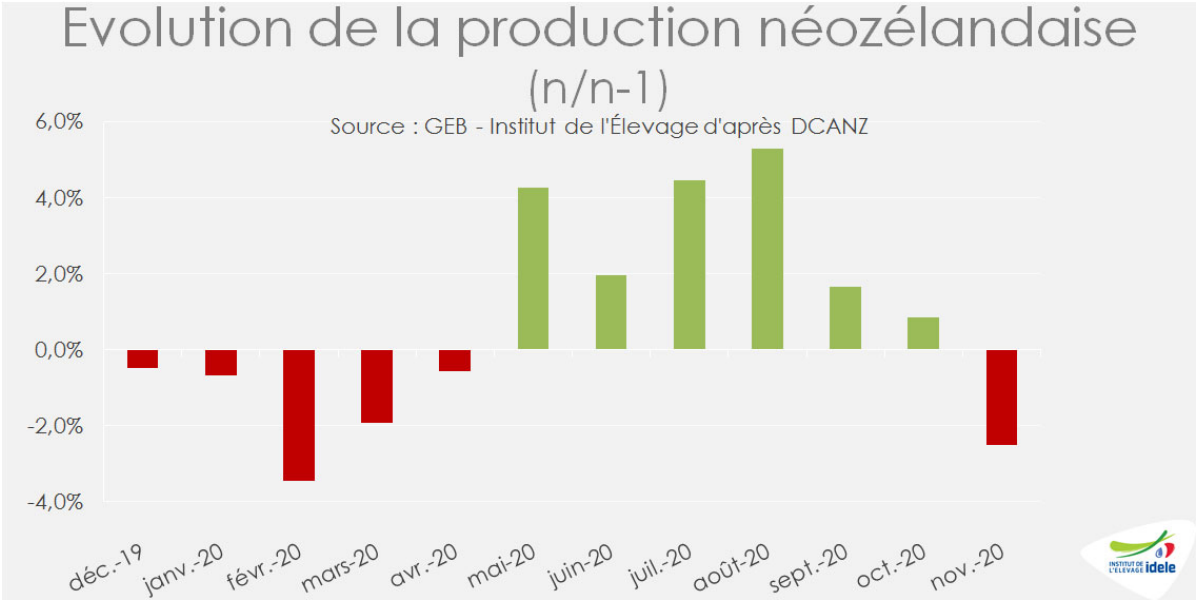


Le prix du lait payé aux éleveurs étatsuniens a progressé en novembre pour le 2ème mois consécutif. A 470 $/ t (387 €/t), il se situe légèrement au-dessus de son niveau de 2019 (+1,4%). Sa progression d'un mois sur l'autre permet de surcompenser la hausse des coûts d'alimentation et donc d'afficher une marge sur coût alimentaire en hausse en novembre (+7% d'un mois sur l'autre), mais qui repasse sous son niveau de 2019 (-3%). Les éleveurs laitiers pourront compter sur un nouveau plan de soutien à l'agriculture de 13 milliards de dollars adopté fin décembre par le Congrès. Une partie est destinée au secteur laitier pour compenser partiellement les pertes des éleveurs.

Ce plan de soutien contient également un 5ème volet d'aide alimentaire à travers les *Food Box* qui a en partie levé les inquiétudes sur les débouchés nécessaires pour absorber les volumes de lait supplémentaires. Entre mi-janvier et avril 2021, 1,5 milliard de dollars seront consacrés à l'achat de produits alimentaires, dont du beurre, du fromage, du lait liquide et des yaourts pour soutenir la consommation et donc *in fine* les prix aux producteurs.

Une production qui marque le pas en Océanie

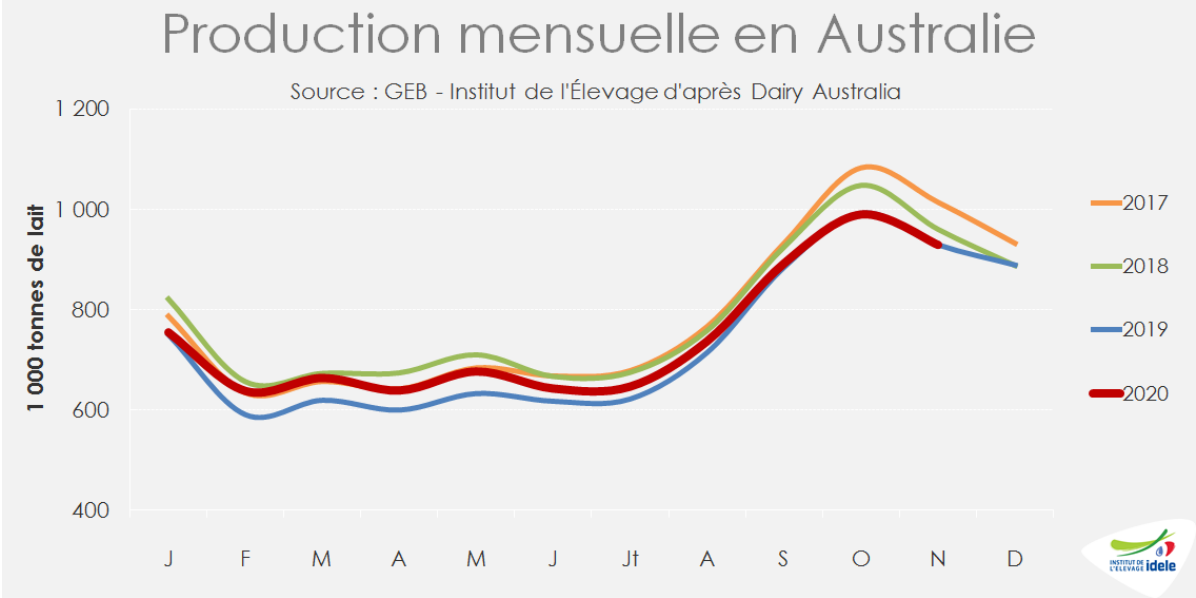
En **Nouvelle-Zélande**, après un début de campagne dynamique, la hausse de la production a ralenti en septembre et octobre (pic saisonnier) avant de chuter en novembre (2ème mois le plus élevé de l'année) de -2,5% /2019 en volume (-2,7% en MSU). Soit le plus bas niveau depuis 2016. Les pluies abondantes tombées en novembre ont cependant fortement contribué à limiter le déficit d'humidité des sols et de sécuriser d'importants volumes de fourrages pour alimenter les cheptels si un été austral sec (décembre à février) venait à sévir sur le pays.



Les exportations relativement dynamiques vers la Chine prolongent l'optimisme chez Fonterra. La coopérative néo-zélandaise a ainsi revu, début décembre, sa fourchette de prix à la hausse pour la campagne en cours, de 6,30-7,30 NZ$ à 6,70-7,30 NZ$/ kg de matière sèche.

Après un bon début de campagne 2020/21, la production **australienne** a ralenti à partir de septembre, avant de marquer le pas en octobre, pic saisonnier, et en novembre. Mais la suite de la campagne s'annonce relativement positive.

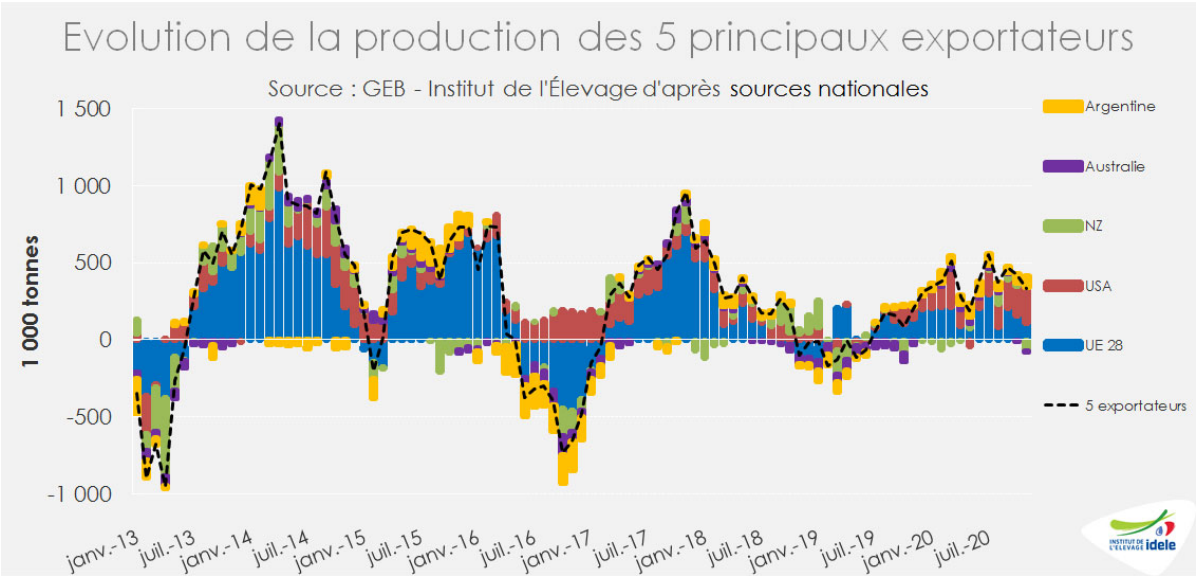
En octobre des pluies supérieures à la moyenne, associées au phénomène climatique la Niña, ont soutenu la croissance des pâturages dans la plupart des régions laitières, à l'exception de l'Australie occidentale. L'amélioration des conditions météorologiques et les bas prix du foin et des céréales devraient améliorer les trésoreries des éleveurs et à conduire à une recapitalisation du cheptel. Les rendements par vache, qui avaient augmenté de manière significative en 2018-2019, ne devraient que légèrement progresser lors de la campagne en cours en 2020-2021.



Les experts australiens prévoient +2% de croissance de la production sur la campagne 2020/21 malgré les nombreuses cessations d'activité enregistrées ces derniers mois, notamment dans la Province du Victoria, première région productrice de lait d'Australie.

Enfin, avec une hausse de 7% /2019 en novembre, la production **argentine** reprend son envol après une progression de « seulement » +5% /2019 au 3ème trimestre. Sur les 11 premiers mois de l'année, la croissance de la production atteint +7% /2019 (effet année bissextile neutralisé). La plus grande partie des livraisons supplémentaires a été exportée, la demande intérieure s'étant au mieux maintenue grâce aux aides à la consommation de l'Etat.

Si la production des 5 principaux bassins exportateurs en novembre a été contrastée, elle est globalement en hausse en novembre d'environ +1,3% /2019.



Lait de vache » Collecte laitière »

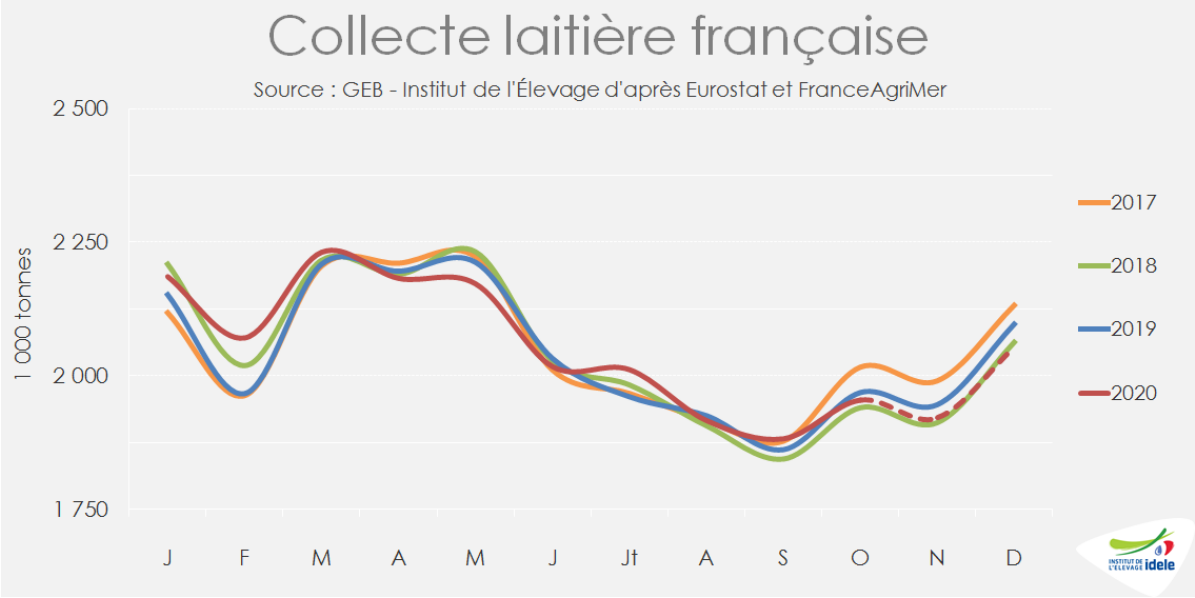
Union européenne : ralentissement de la croissance en fin d'année

Dernière révision le 13 janvier 2021

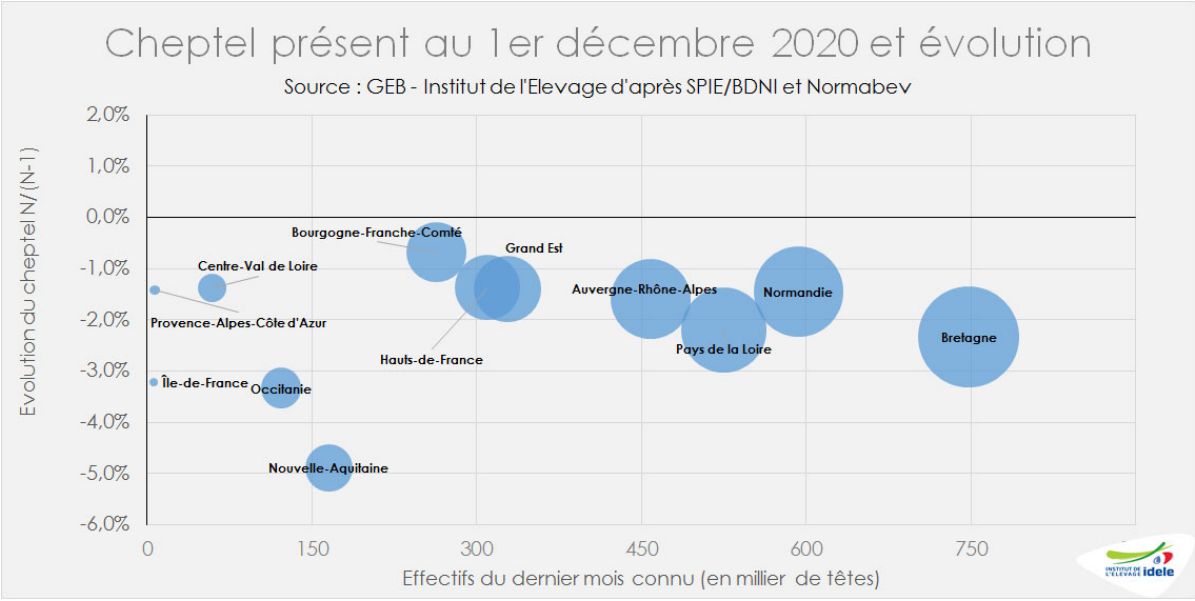
La croissance de la collecte de l'UE-27 a ralenti en fin d'année 2020, principalement sous l'effet des replis enregistrés en France et en Allemagne. Elle devrait cependant afficher sur l'année entière une hausse de volume deux fois supérieure à celle de 2019.

France : collecte ralentie

La collecte française a terminé l'année 2020 en retrait par rapport à 2019. Sur le 4ème trimestre, elle devrait afficher un repli d'environ -1% /2019, retrouvant son niveau de 2018, avec un rythme baissier qui s'est accéléré sur les dernières semaines, dépassant parfois les -2% /2019. Toutes les régions semblent affectées par ce recul, à l'exception de la Normandie. Sur l'ensemble de l'année 2020, la collecte française devrait être stable, effet année bissextile neutralisé.



Plusieurs facteurs peuvent expliquer l'évolution de ces derniers mois. La baisse du cheptel de vaches laitières s'est poursuivie sur la fin de l'année pour afficher au 1er décembre -1,9% /2019, soit -70 500 têtes. L'ensemble des bassins laitiers subit ce repli avec des amplitudes cependant différentes. Si le Grand-Est (-1%), l'Auvergne-Limousin (-1,4%) et la Normandie (-1,4%) résistent tant bien que mal, le Grand Ouest (-2,1%) et le Sud-Est (-1,9%) enregistrent des reculs plus marqués. Il semble donc que les cessations d'activité s'accélèrent dans les zones de déprise laitière structurelle, mais prennent également de l'ampleur dans des régions à forte densité laitière, comme la Bretagne ou les Pays de la Loire. L'agrandissement des exploitations laitières restantes ne permet sans doute plus de compenser les départs.

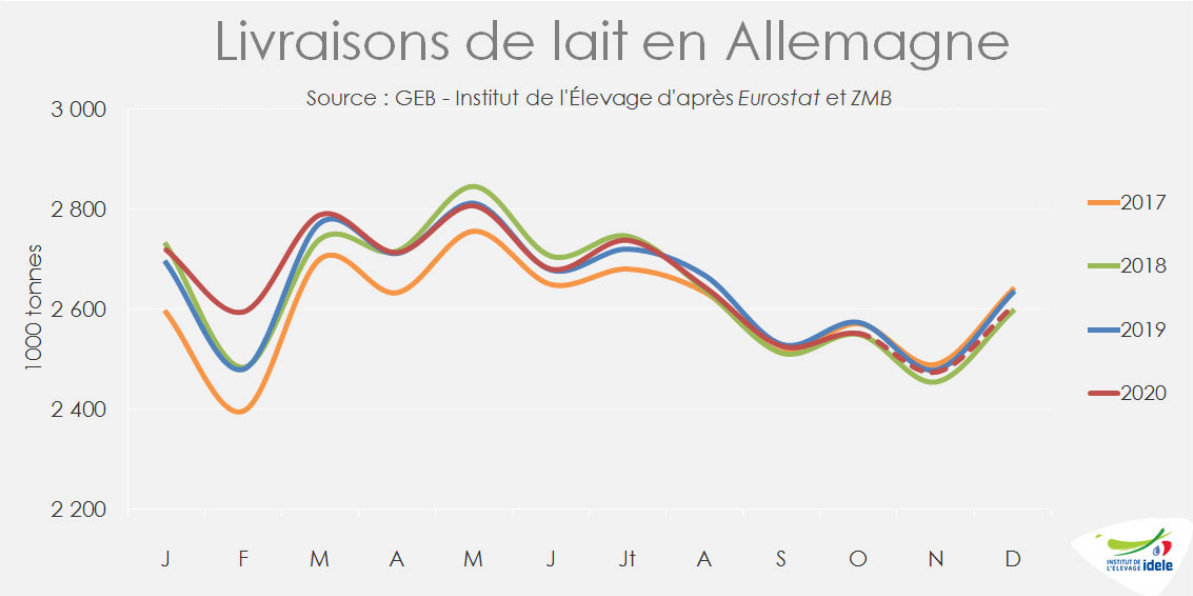


En outre, la hausse des coûts d'alimentation animale, dans le sillage des prix des tourteaux de soja modère la complémentation et donc la productivité des vaches.

Tiré par le poste « aliments achetés » qui ne cesse de croître, l'Ipampa lait de vache (indice des prix d'achat des moyens de production agricole) a de nouveau progressé en novembre pour atteindre un nouveau record en dépassant le pic de février 2012.

Allemagne : repli des livraisons

La fin d'année a également été synonyme de baisse des livraisons outre-Rhin. Le recul entamé en août s'est poursuivi jusqu'en décembre, ou il aurait atteint près de -1% /2019. Sur l'année, les livraisons devraient afficher un niveau équivalent à celui de 2019, la hausse enregistrée au 1er semestre, compensant la baisse au 2ème semestre. Cette relative stabilité s'est effectuée avec un nombre d'exploitations et de vaches en repli marqué.

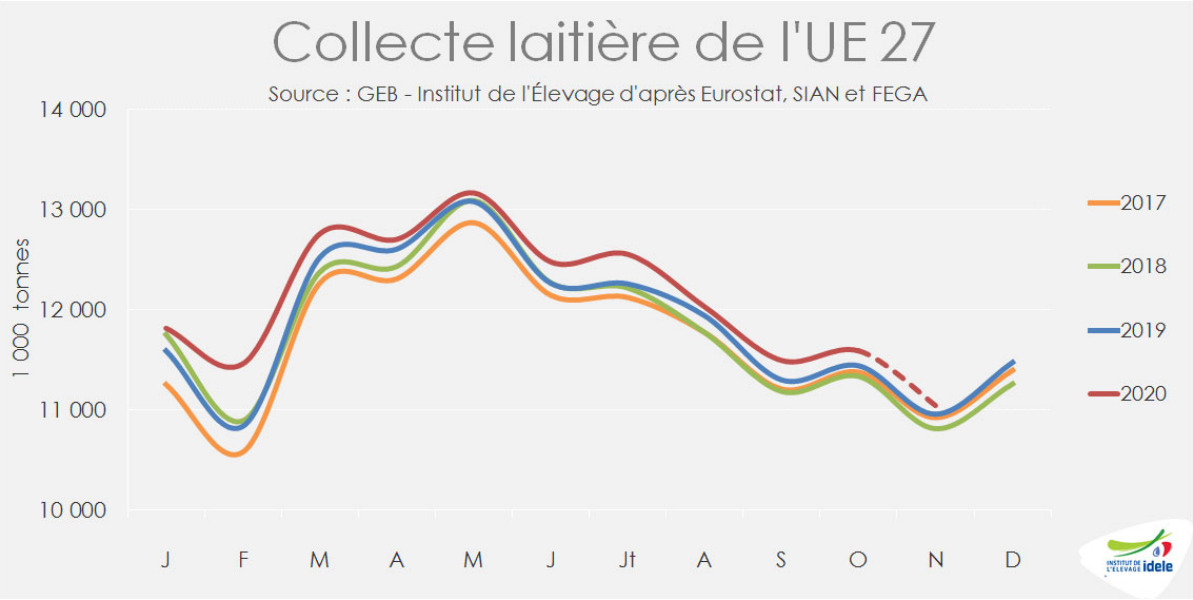


En novembre 2020, le nombre d'exploitations laitières était passé sous le seuil des 58 000 (57 322), après avoir perdu 2 603 exploitations laitières en un an (-4,3% /2019). Une grande partie des cessations d'activité a lieu en Bavière et concerne des exploitations de relative petite taille pour le pays. Il en découle un recul marqué du cheptel de vaches laitières (-2,2% /2019 soit -90 000 têtes) qui est passé sous la barre des 4 millions de têtes, à 3,92 millions.

La collecte européenne s'essouffle en novembre

En novembre a collecte est demeurée bien orientée en Pologne (+1,5% /2019) et en Italie (+4,1%). Mais elle a stagné dans d'autres pays comme les Pays-Bas (+0,3%) ou la Belgique (+0,3%).

Au final, la collecte de l'UE-27 a progressé de moins de 1% /2019 en novembre. Malgré ce ralentissement elle devrait, sur l'année 2020, afficher une croissance proche de +1,4%, soit un rythme deux fois supérieur à celui de 2019.



Lait de vache » Marché des produits laitiers »

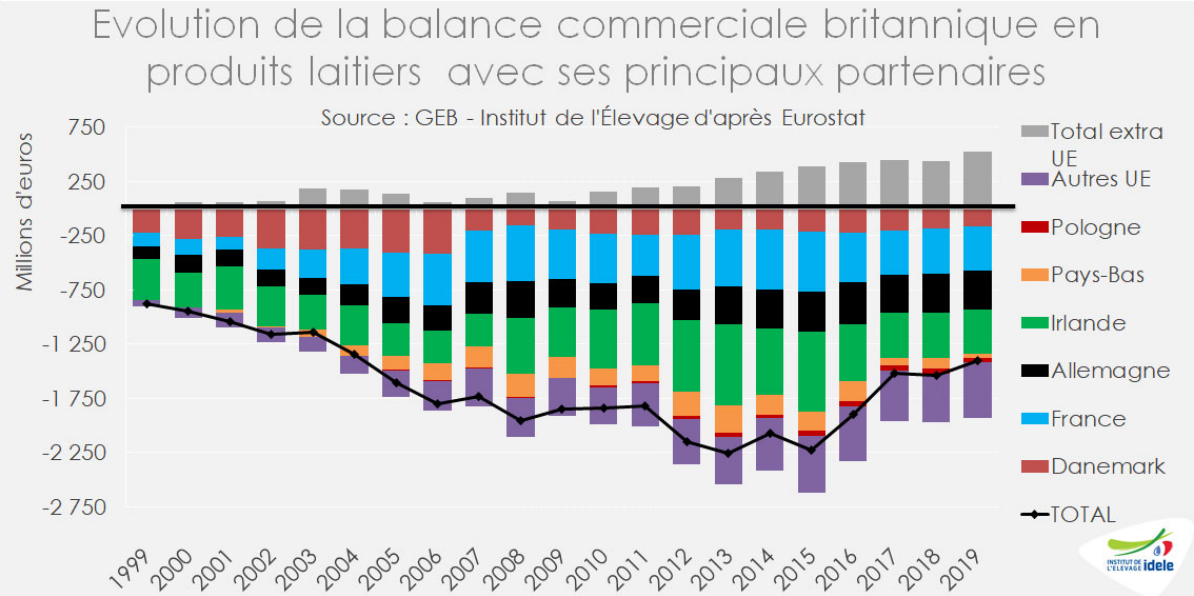
Royaume-Uni : les filières laitières européennes et britanniques respirent

Dernière révision le 13 janvier 2021

Le Royaume-Uni est un débouché majeur pour les filières laitières européennes. Un *No Deal* aurait été très problématique. En 2020, les échanges de produits laitiers ont significativement baissé entre les deux partenaires qui sont arrivés *in extremis* à un accord commercial à la veille de noël.

Un partenaire commercial majeur pour l'UE-27 laitière

Le Royaume-Uni constitue un partenaire commercial majeur pour l'UE laitière, de par sa proximité géographique, sa démographie, l'importance de sa production laitière (3ème pays producteur dans l'UE-28, avec 10% de la production totale) et surtout son fort déficit en produits laitiers. Avec environ 3,5 milliards d'euros de produits laitiers importés en provenance de l'UE-27 en 2019, le Royaume-Uni absorbe pas moins de 18% des envois européens de produits laitiers (avec une part de marché de près d'un tiers sur les fromages). L'UE-27 constitue d'autre part le fournisseur quasi-exclusif du Royaume avec 99% des importations totales en produits laitiers !
Inversement, l'UE-27 est aussi un débouché majeur en produits laitiers pour la filière laitière britannique avec 1,45 milliard d'euros, soit 63% des importations totales de l'UE-27 en provenance des pays tiers.



L'Irlande échappe au scénario du pire

La République d'**Irlande**, du fait notamment de la présence d'une frontière terrestre avec l'Irlande du Nord, constitue le 1er partenaire commercial de son voisin pour les produits laitiers. L'ile verte pèse ainsi pour 29% dans les imports comme dans les exports britanniques (respectivement un peu plus d'1 milliard d'euros et un peu moins de 600 millions d'euros). Les échanges frontaliers portant sur les flux de lait et produits laitiers y sont particulièrement importants. En effet, avec des capacités de transformation trop faibles en Irlande du Nord, une partie du lait qui y est produit traverse la frontière dans un sens puis dans l'autre, le temps d'y être transformé. Un Brexit dur sans accord constituait un scénario particulièrement redouté, le soulagement est donc de mise pour les opérateurs laitiers de part et d'autres des frontières, même si les déclarations douanières, désormais obligatoires, entraineront un léger surcoût des frais de port.

Le soulagement est également de mise dans la plupart des autres pays membres de l'UE, France en tête. Le pays est en effet le 2ème fournisseur de produits laitiers du Royaume-Uni avec plus de 590 millions d'euros de ventes en 2019 (17% de parts de marché) et une balance commerciale nettement positive de +416 M€ en 2019 face à son voisin d'outre-Manche importateur de nombreuses spécialités fromagères françaises.

Une répartition des contingents qui avait été anticipée

En l'absence de droits de douanes s'appliquant aux produits laitiers grâce à l'accord finalement trouvé, l'autre grande question qui se devait d'être résolue concerne la répartition des contingents tarifaires qui liaient l'UE-28 avec ses partenaires extérieurs tiers. Cette réaffectation avait d'ores et déjà été établie dès 2018 et notifiée à l'OMC en 2019 en prenant en compte la part du Royaume-Uni dans les importations totales de l'UE sur la période 2013-2015. Les contingents portant sur les imports de beurre depuis la Nouvelle-Zélande ont ainsi été répartis à 63% pour l'UE-27 et 37% pour le Royaume-Uni, ceux de fromages destinés à la transformation à 58% pour le Royaume-Uni et ceux de Cheddar de même provenance à 38% pour le Royaume-Uni. Le contingent pour le cheddar australien est quant à lui repris en totalité par l'UE-27 tandis que celui en provenance du Canada l'est par le Royaume-Uni. Les contingents liés aux accords économiques bilatéraux (CETA…), qu'ils soient offensifs ou défensifs, sont pour leur part attribués exclusivement à l'UE-27.

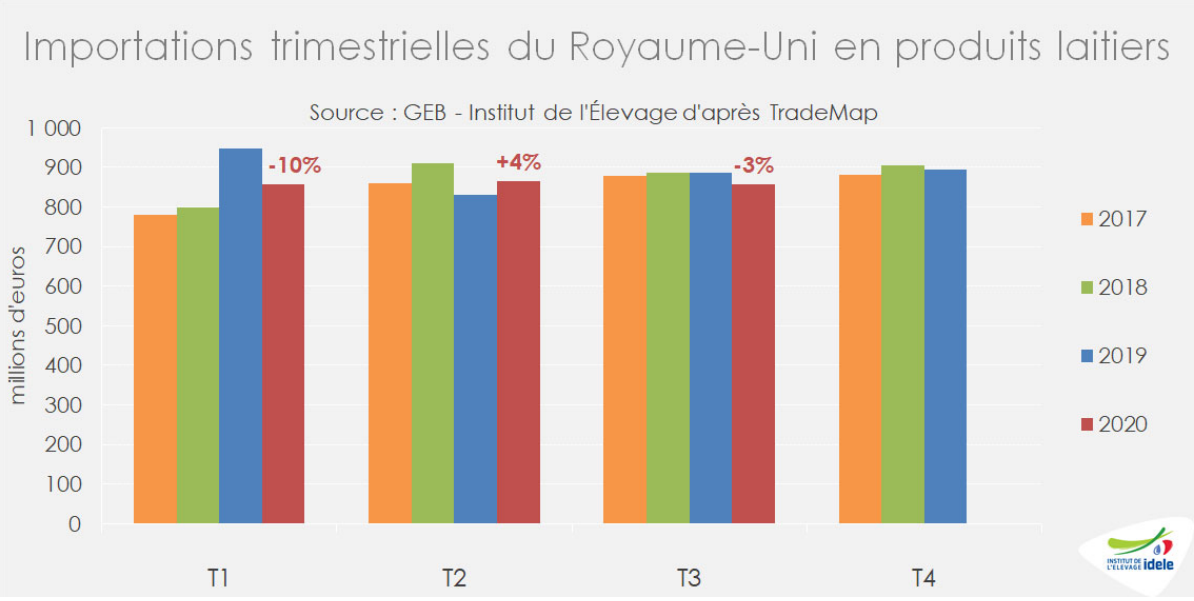
	Description du produit	N° d'ordre	Provenance	volume initial	Part UE 27	Part Royaume-Uni
produits laitiers	lait écrémé en poudre	094590	*erga omnes*	68 537 t	100%	0%
	beurre	094599	*erga omnes*	11 360 t	100%	0%
	beurre	094182, 094195	Nouvelle-Zélande	74 693 t	63%	37%
	fromages et caillebotte (pour pizza, emmental, gruyère,sbrinz)	094591, 094592, 094593	*erga omnes*	29 211 t	100%	0%
	fromages et caillebotte (pour transformation)	094595	*erga omnes*	20 007 t	59%	41%
	fromages déstinés à la transformation	094515	Nouvelle-Zélande	4 000 t	42%	58%
	fromages et caillebotte (Cheddar)	094595	*erga omnes*	15 005 t	100%	0%
	Cheddar	094514	Nouvelle-Zélande	7 000 t	62%	38%
	Cheddar	094521	Australie	3 711 t	100%	0%
	Cheddar	094513	Canada	4 000 t	0%	100%
	Autres fromages	094596	*erga omnes*	19 525 t	100%	0%

Baisse des échanges britanniques et dégradation de sa balance commerciale en 2020

Sur les 9 premiers mois de l'année 2020, le commerce extérieur en produits laitiers du Royaume-Uni a subi une érosion assez prononcée d'une année sur l'autre, malgré une production collectée à la peine (-1% sur la même période) qui aurait pu constituer un appel d'air. Celle-ci a toutefois renoué avec une certaine dynamique depuis septembre.

D'un côté les importations cumulées de janvier à septembre ont reculé de -3% /2019 à 2,58 milliards d'euros, (et -0,7% /2018). Après avoir décroché de -10% /2019 au 1er trimestre, ce qui pouvait aussi s'expliquer par le niveau très élevé de 2019, elles ont rebondi au 2nd trimestre puis l'évolution sur le 3ème a été baissière (plus bas niveau des 4 dernières années). De l'autre, les exportations ont fléchi de -13% /2019, à 1,40 milliard d'euros (et -5% /2018).

Ainsi le déficit commercial s'est fortement dégradé, de -126 M€, à -1,18 milliard d'euros sur 9 mois, soit le le plus prononcé depuis 2016. Ce déficit commercial s'est gonflé avec l'UE-27 de 82 M€ à 1,52 milliards d'euros, tandis que l'excédent commercial s'est dégradé avec les autres pays tiers.



Parmi les évolutions les plus marquantes, les importations de fromages (55% de la valeur totale) ont accusé un repli de 9% d'une année sur l'autre en volume et -2% en valeur ; celles de matières grasses laitières solides (environ 10% des imports en produits laitiers britanniques en valeur) se sont quant à elles repliées de 9% en volume et de 25% en valeur ! Dans le même temps, les envois britanniques de fromages (à 80% destinés vers l'UE) se sont repliés de 12% en volume comme en valeur. En revanche, les importations d'ultra-frais (13 à 14 % des importations britanniques en valeur) ont été plutôt dynamiques sur la période avec +4% en volume mais -1% en valeur.

Sur les poudres grasses, produit pour lequel le pays présente structurellement un léger excédent commercial, celui-ci s'est replié de 21% sur les 9 premiers mois du fait d'un recours plus important à l'import (+41%).

Plus que les incertitudes liées au Brexit, la crise sanitaire lié à la pandémie et les mesures de restriction pour y faire face qui ont été adoptées presque partout en Europe semblent constituer l'un des principaux facteurs explicatifs à ces fluctuations.

La Covid-19 et ses variantes continuent de bouleverser les marchés

Dernière révision le 13 janvier 2021

En Australie comme chez de nombreux pays européens, la production de viande ovine a baissé en 2020. L'Irlande s'en sort remarquablement bien du fait à la fois d'un affaiblissement de la filière britannique et d'une offre océanienne restreinte.

Au Royaume-Uni, la nouvelle souche de Covid-19 a momentanément mené à une fermeture des frontières et déstabilisé un marché déjà fragilisé.

Viande ovine » France »

Marché peu dynamique, malgré les fêtes de fin d'année

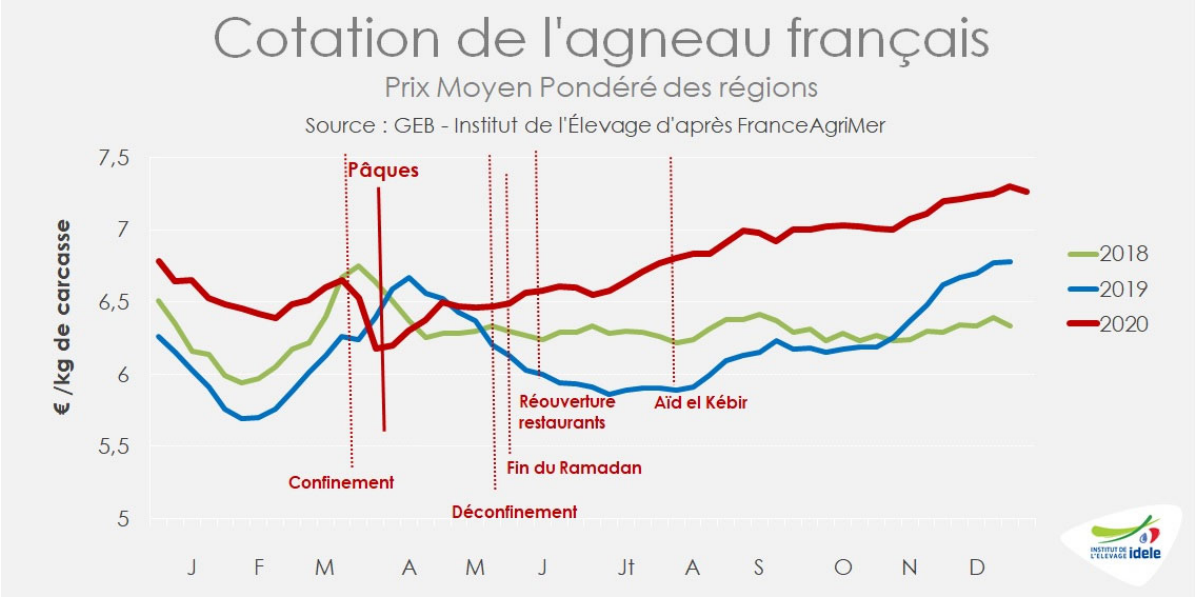
Dernière révision le 13 janvier 2021

Malgré une activité assez décevante lors des fêtes de fin d'année, la cotation de l'agneau français s'est maintenue à de très bons niveaux. Les importations de viande ovine sont demeurées ralenties en novembre, allégeant le marché et soutenant les prix. A partir de la mi-décembre, les agneaux issus des brebis Lacaune ont commencé à s'ajouter aux agneaux d'herbe sur le marché français.

Le cours français finit tout de même l'année à un niveau extraordinairement élevé

Bien que toujours nettement supérieure et toujours en hausse, la **cotation** française s'est légèrement rapprochée de son niveau de l'an passé en novembre et décembre 2020. Le marché de l'agneau n'aurait pas été très dynamique pour les fêtes de fin d'année, expliquant la légère baisse de l'écart du cours français entre 2019 et 2020 à cette période.

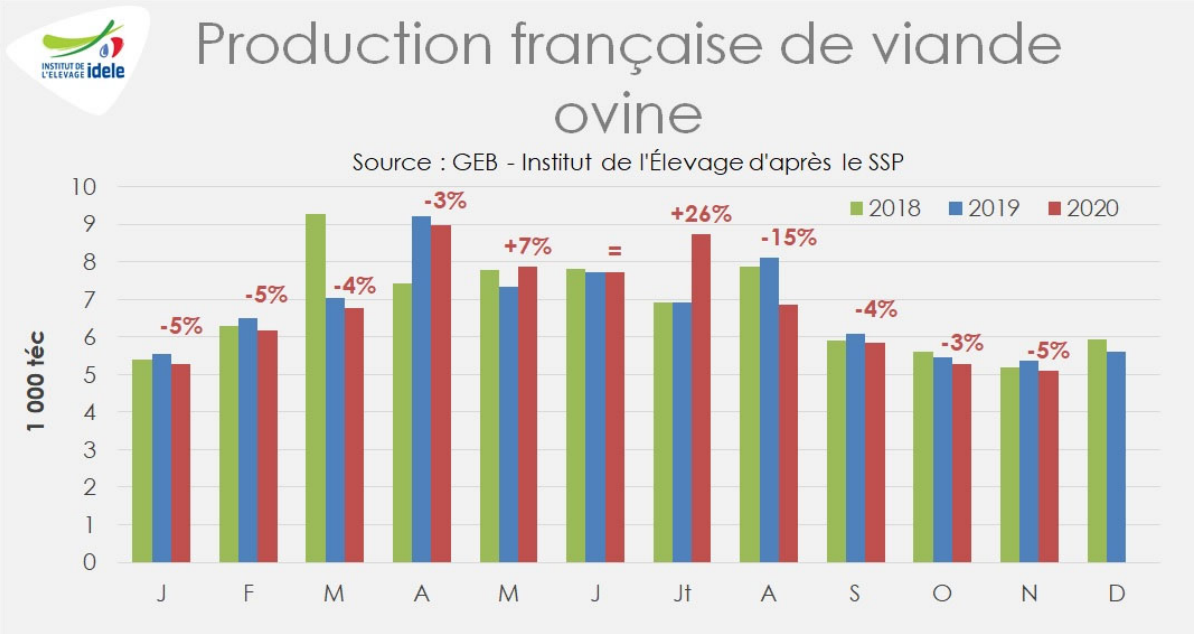
A 7,26 €/kg en semaine 53, la cotation française clôt tout de même l'année 2020 à un niveau historiquement haut. Elle surpasse de 58 centimes son niveau de fin 2019 et de 93 centimes celui de fin 2018.



La production française reste atone fin 2020

En novembre, le recul des **abattages** s'est accentué en France : le nombre d'agneaux abattus a diminué de -5%, celui des réformes de -11%, portant la production totale de viande ovine à 5 100 téc, (-5% /2019). Les abattages seraient demeurés en retrait en décembre, malgré les fêtes de fin d'année, d'après les premières remontées des abattoirs.

De janvier à novembre, la **production** de viande ovine a baissé de -1% /2019, avec des abattages d'agneaux stables et de réformes en baisse (-5%).



A partir de la mi-décembre, la mise en marché des agneaux issus du bassin laitier (essentiellement de race **Lacaune**) a débuté (jusque la mi-février globalement), lesquels s'ajoutent ainsi aux agneaux d'herbe, qui auraient alors plus de mal à s'écouler.

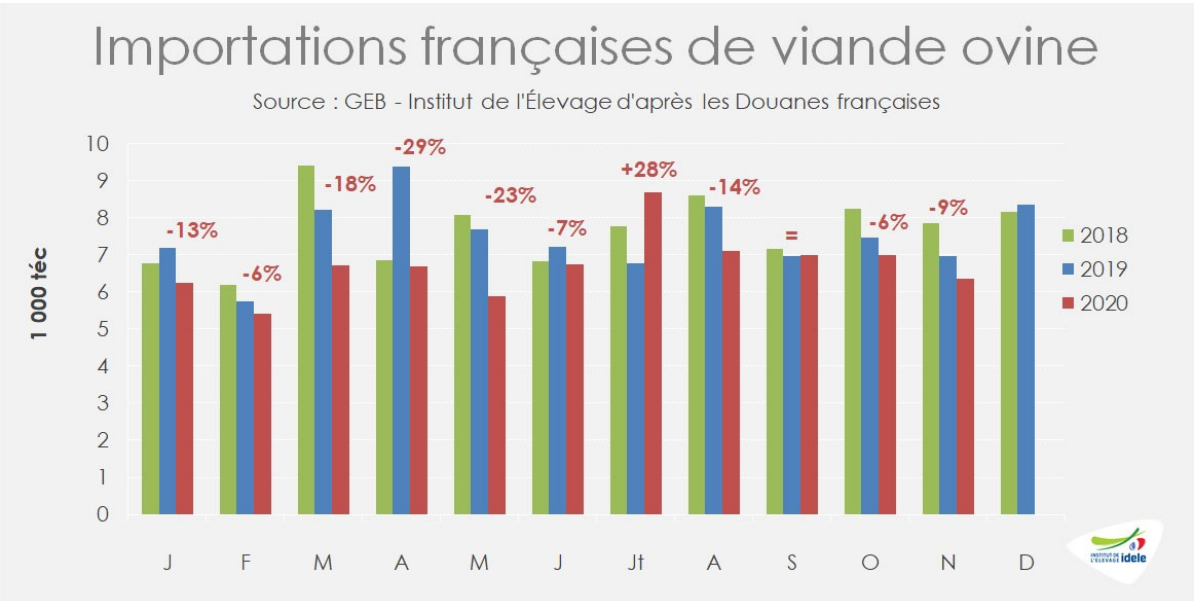
Les importations françaises ont de nouveau chuté en octobre

Dans la mouvance générale de 2020, les **importations** françaises de viande ovine ont reculé en novembre, de -9% /2019. Malgré leur dynamisme depuis le début de l'année, les achats en provenance d'Irlande ont baissé (-7%), du fait de leurs approvisionnements restreints fin 2020.

Ils ont aussi diminué en provenance d'Espagne (-9%) et du Royaume-Uni (-19%), malgré un **Brexit commercial** proche et incertain jusqu'aux derniers instants. Les importations françaises de viande ovine néozélandaise ont de nouveau augmenté en novembre, de +21% / 2019.

De janvier à novembre, le cumul des importations de viande ovine s'établit à 74 400 téc, soit – 10% /2019.

Un accord commercial a finalement été trouvé entre le Royaume-Uni et l'UE-27 qui évite l'instauration de droits de douanes et de contrôles en frontières, notamment pour la viande ovine. Toutefois, les déclarations douanières qui s'appliquent désormais aux frontières avec le Royaume-Uni, désormais considéré comme un pays tiers, pourraient en revanche momentanément ralentir les flux de viande.



Des envois timides d'agneaux de lait vers l'Espagne

En novembre, le boom des **exports d'agneaux vifs français** a bien eu lieu, principalement vers l'Espagne, mais de façon moins importante que l'an passé. Avec 27 000 agneaux de lait ayant traversé les Pyrénées, les envois ont chuté de -26% /2019 (-9 500 agneaux), probablement du fait d'un manque d'offre en novembre qui a limité les envois de vifs.

La consommation française poursuit son recul en novembre

En novembre, la **consommation** calculée par bilan était en légère baisse (- 9% /2019) en raison d'importations et d'abattages en net retrait d'une année sur l'autre. Cumulée sur 11 mois, elle accuse toujours un net repli, estimé à -6% /2019, principalement en raison de la chute des importations.

Viande ovine » UE et monde »

La Covid-19 perturbe encore les marchés

Dernière révision le 13 janvier 2021

A l'approche des fêtes de fin d'année, la baisse de la production et des importations européennes s'accentue. Cela permet notamment à l'Irlande de continuer de tirer son épingle du jeu mais pourrait être dangereux pour la filière sur le long terme. En Océanie, malgré une production au mieux stable d'une année sur l'autre, les exportations néozélandaises atteignent des niveaux corrects en novembre. En Australie en revanche, la situation perdure : la recapitalisation du cheptel contraint fortement les envois.

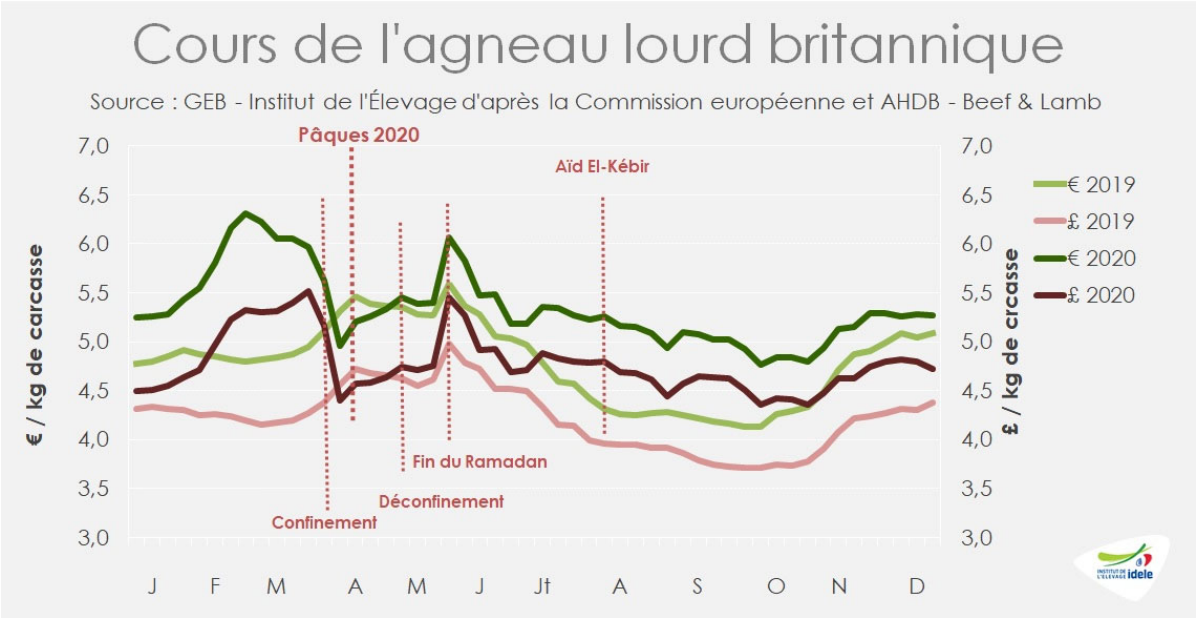
Royaume-Uni : la Covid-19 affecte les échanges extérieurs

Après une baisse en octobre, la **production** de viande ovine britannique a de nouveau chuté en novembre (-9% /2019). Les abattages d'agneaux ont diminué de -6% et ceux des réformes ont chuté de -20%, ce qui porte le cumul sur 11 mois à 263 000 téc, soit -9% /2019 (-17 000 téc).

Malgré des **abattages** britanniques repartis à la hausse fin décembre (+6% en semaine 51), les difficultés d'exportations vers la France ont temporairement réduit la production et les transactions commerciales sur les marchés au Royaume-Uni, ce qui a pu peser sur la cotation. En effet, en plus du 2ème confinement des Français (fin octobre à mi-décembre), la France a suspendu du 21 au 23 décembre les entrées de marchandises en provenance du Royaume-Uni, où une nouvelle souche de Covid-19 a été détectée.

Les **exportations** britanniques de viande ovine ont de nouveau chuté en octobre, de -17% /2019, notamment vers la France (-16%) et l'Allemagne (-8%). Les envois vers l'Irlande ont fortement augmenté, de +24%. Sur 10 mois, le volume des envois était inférieur de -9% à celui de l'an dernier.

Après la baisse du **cheptel** anglais (enquêtes de juin 2020), c'est le cheptel ovin gallois qui est fortement réduit : -6% / 2019, à 9 millions de têtes. Cela conforte la présomption de baisse globale du cheptel britannique cette année.

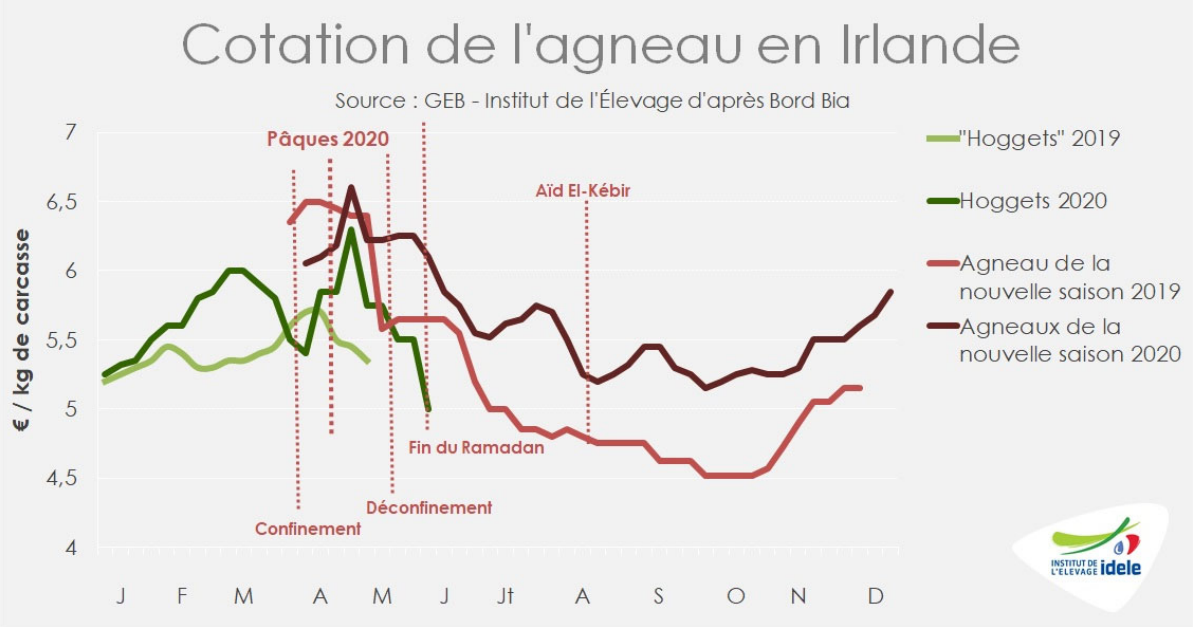


En net retrait depuis le début de l'année, les **importations** de viande ovine ont bondi en septembre et octobre (+9% /2019) : surtout en provenance de Nouvelle-Zélande (+42%). En cumul sur 10 mois, elles ont baissé de -6% sur 10 mois /2019 : la chute des envois irlandais vers le Royaume-Uni en est majoritairement responsable (crainte d'un *No Deal* : diversification des débouchés irlandais).

Irlande : les prix finissent bien l'année

La **cotation** irlandaise a continué de croître fortement en fin d'année 2020, toujours tirée d'une part par le cours de l'agneau français et, d'autre part, par une offre intérieure inférieure à la demande. Elle s'établissait à 5,43€/kg en semaine 52, soit 1,01 €/kg de plus qu'en 2019 la même semaine.

Les **approvisionnements** sont toujours limités. En novembre et en décembre, la baisse des **abattages** d'ovins s'est accentuée, de -13% /2019. Sur 12 mois, la production irlandaise gagnait +2% /2019, et reculait de -5% /2018 (2019 : blocages d'usines donc production assez basse). Au final, la production abattue a tout de même été freinée par la pandémie de Covid-19 cette année, altérant la **demande** sur ses principaux marchés à l'export.



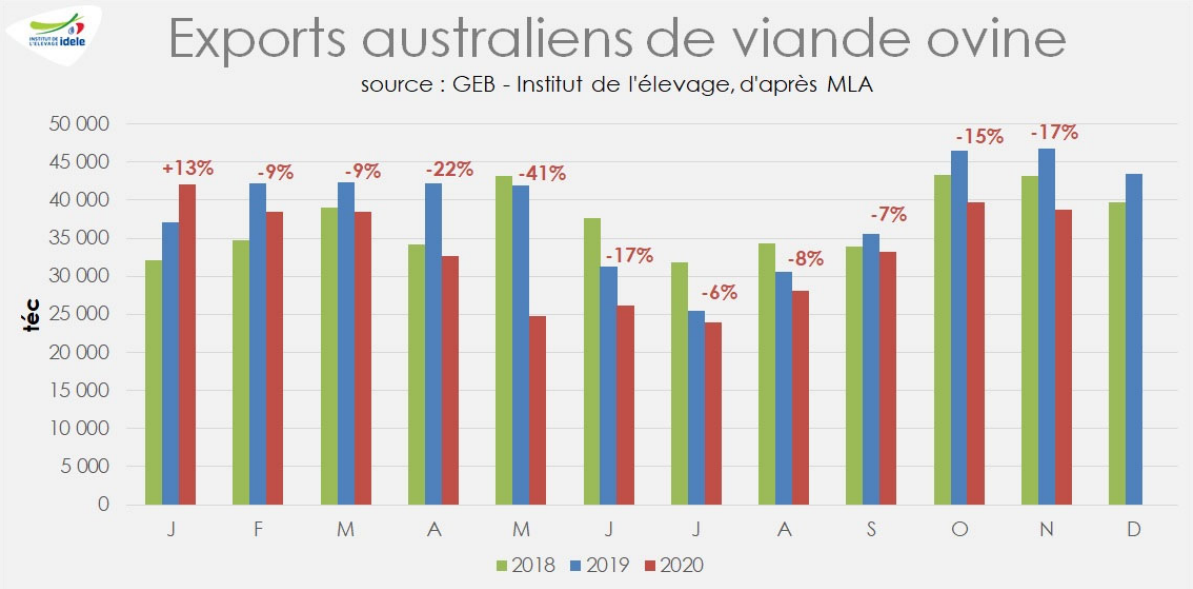
Sur 10 mois, l'Irlande enregistre une progression de ses **exportations** de +4% /2019 en volume. Toutefois, celles-ci ont fléchi en octobre, de -5% /2019, notamment vers le Royaume-Uni (-21%) et la France (-12%), conséquence des baisses de production le même mois (-4% /2019). En novembre, les envois sont probablement demeurés ralentis avec une production abattue réduite de -13% /2019.

Australie : les tensions avec la Chine contraignent les exportations

Après avoir baissé de -7% entre 2018 et 2019, les **sorties** d'ovins australiens ont lourdement chuté en 2020, de -16% /2020, en lien direct avec la recapitalisation du cheptel. Malgré une demande extérieure forte, l'Australie est donc toujours limitée par sa production temporairement restreinte. Selon l'enquête d'octobre 2020 (M*LA et AWI Wool and Sheepmeat Survey*), 42% des éleveurs de moutons cherchent à étoffer leur troupeau d'ovins dans les douze prochains mois.

En novembre, les envois australiens étaient toujours ralentis : de -17% /2019, notamment de -33% vers la Chine et -6% vers les USA, les deux principales destinations.

En juillet, *Australian Lamb Co*. et *JBS Brooklyn* ont volontairement suspendu leurs envois vers la Chine après qu'elles aient dû fermer pour cause de cas de Covid-19. Fin 2020, le gouvernement australien n'avait toujours pas obtenu l'approbation chinoise pour que les entreprises reprennent leurs expéditions… Les tensions commerciales actuelles entre la Chine et l'Australie expliquent probablement ce *statut quo* des autorités chinoises.

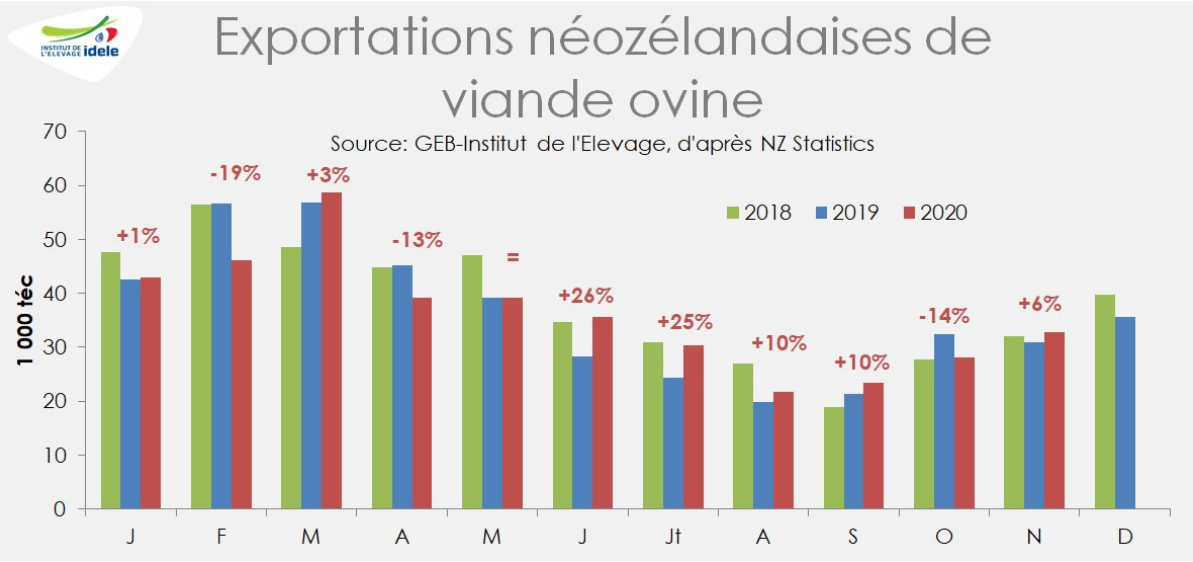


Nouvelle-Zélande : reprise des exportations vers la Chine

En Nouvelle-Zélande, les **abattages** d'agneaux étaient en hausse de +2% d'une année sur l'autre en novembre. Ceux des réformes ont aussi augmenté, de +13% /2019. Avec des poids de carcasse en très léger recul d'une année sur l'autre pour les agneaux destinés à l'export (-1%), la **production** de viande ovine a progressé de +3% le même mois, à 36 600 téc.

De janvier à novembre, les abattages d'agneaux ont progressé de +1% d'une année sur l'autre et ceux des réformes de +12%. Avec la **sécheresse**, apparue précocement début 2020, les poids de carcasse ont baissé et le nombre de reproductrices vendues a été plus élevé : sur onze mois la production cumulée de viande ovine néozélandaise s'établissait alors à 405 200 téc, soit +1% /2019.

Avec des réformes plus nombreuses, le **cheptel** ovin néozélandais continue son inexorable érosion. Selon l'enquête de juin 2020, le cheptel national comptait 26,2 millions d'ovins, soit une baisse de -2% d'une année sur l'autre (chiffres provisoires de l'enquête sur la production agricole néozélandaise de 2020).



Les **envois** de viande ovine néozélandaise se sont redressés en novembre : +6% /2019. Cumulés sur 11 mois, ils sont stables d'une année sur l'autre, à 398 000 téc. Après 3 mois consécutifs en baisse, les envois vers la Chine ont rebondi de +8% /2019. Vers l'UE, ils ont en revanche baissé de -14% vers l'UE-27 + Royaume-Uni.

A l'avenir, les **exportations** néozélandaises devraient être impactées à la fois par le recul du cheptel ovin et par les baisses de poids de carcasses, deux évolutions en partie due aux sécheresses.

La collecte de lait de chèvre marque le pas

Dernière révision le 13 janvier 2021

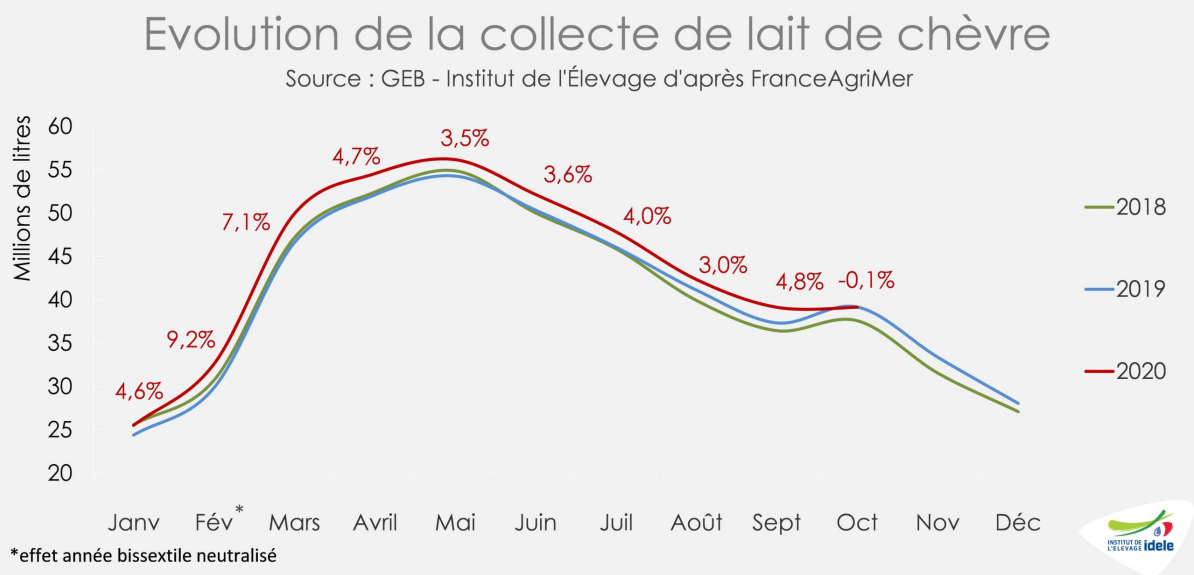
Après 9 mois de croissance, la collecte de lait de chèvre a été stable d'une année sur l'autre en octobre. Malgré cela, le ralentissement des fabrications fromagères a permis aux transformateurs de reconstituer en partie leurs stocks de produits de report.

Lait de chèvre et viande » Lait de chèvre »
La collecte de lait de chèvre marque le pas

Dernière révision le 13 janvier 2021

Après 9 mois de croissance, la collecte de lait de chèvre a été stable d'une année sur l'autre en octobre. Malgré cela, le ralentissement des fabrications fromagères a permis aux transformateurs de reconstituer en partie leurs stocks de produits de report.

La collecte nationale stable en octobre

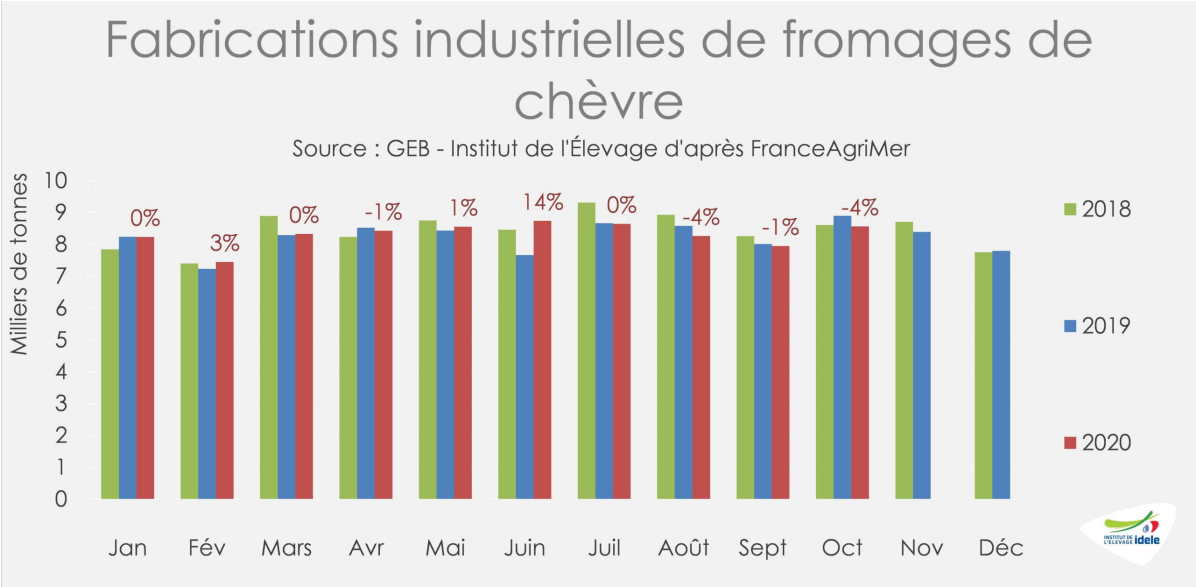


Alors qu'elle affichait des taux de croissance réguliers et soutenus tout au long de l'année, la baisse saisonnière de la collecte de lait de chèvre se poursuit sans le rebond attendu en octobre. Avec 39,1 millions de litres livrés, la collecte mensuelle a été équivalente à celle de 2019 à la même époque. Cumulée sur 10 mois, la collecte nationale s'élève à près de 439 millions de litres collectés, soit +4,3% par rapport au niveau atteint en 2019 (+18,1 millions de litres).

La collecte de lait de chèvre était très dynamique jusque-là, grâce à des ressources fourragères de bonne qualité constituées à l'automne 2019 puis au printemps 2020. Ainsi, le début de la distribution de ces rations a probablement ralenti la croissance de la collecte.

De plus, la conjoncture dégradée de la filière chevreau a incité les éleveurs à limiter la mise à la reproduction des troupeaux désaisonnalisés. Cependant, le développement des lactations longues pourrait être à l'origine d'une évolution plus favorable de la collecte en cette fin d'année.

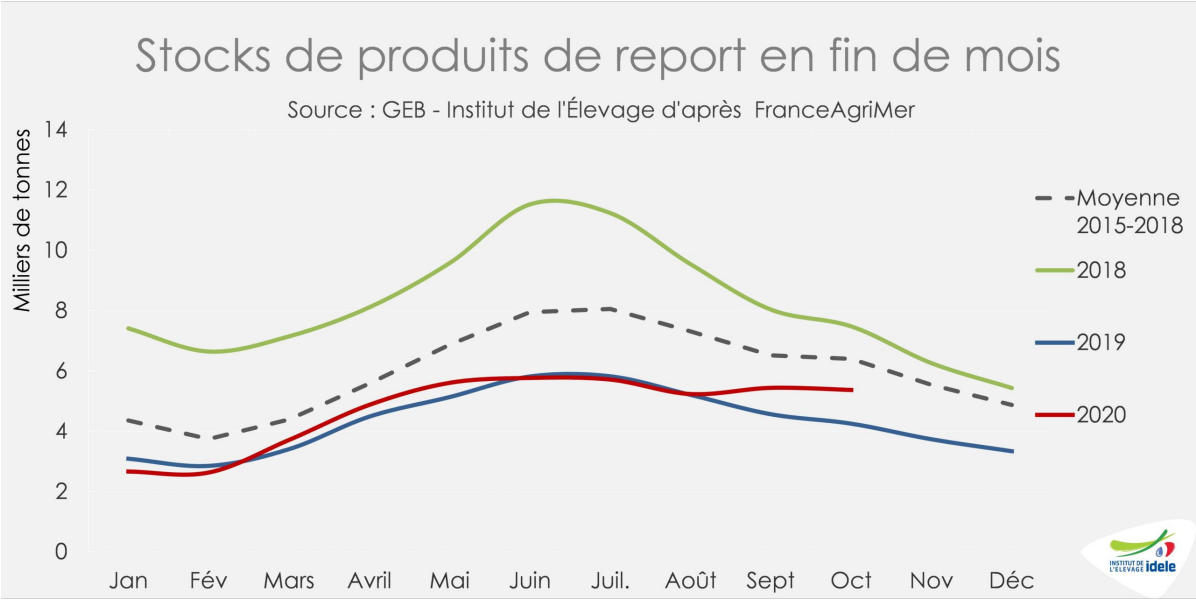
Des fabrications moins dynamiques



Après un début d'année en croissance (avec 58 300 t produites cumulées en juillet, soit +2,3% /2019), les fabrications fromagères ont reculé de -4% /2019 au mois d'août (8 260 t), -1% en septembre (7 940 t), et -4% en octobre (8 570 t). Avec un tel tassement, les fabrications fromagères cumulées sur dix mois ont été ramenées au niveau de 2019, à 83 200 t.

En effet, le confinement avait redynamisé les ventes de fromages de chèvre en libre-service, et les transformateurs avaient alors privilégié cette production, au détriment d'autres produits laitiers caprins. Mais la fin de l'été signe la fin de cette tendance, avec des ventes plutôt stables par rapport à l'année dernière.

Les stocks en cours de reconstitution



En conséquence, et alors qu'ils étaient restés à des niveaux globalement bas en 2020, les stocks de produits de report ont été progressivement ré-étoffés. A 5 300 t fin octobre, ils sont +26% plus étoffés qu'en 2019 (une année marquée par l'approvisionnement tendu de l'industrie), mais inférieurs de -16% à la moyenne observée entre 2015 et 2018.

L'écart pourrait se réduire davantage au fil des mois si le repli des fabrications fromagères se prolongeait, d'autant que le développement des lactations longues pourrait soutenir la production hivernale de lait de chèvre.

Marchés des grains : la hausse des cours se poursuit

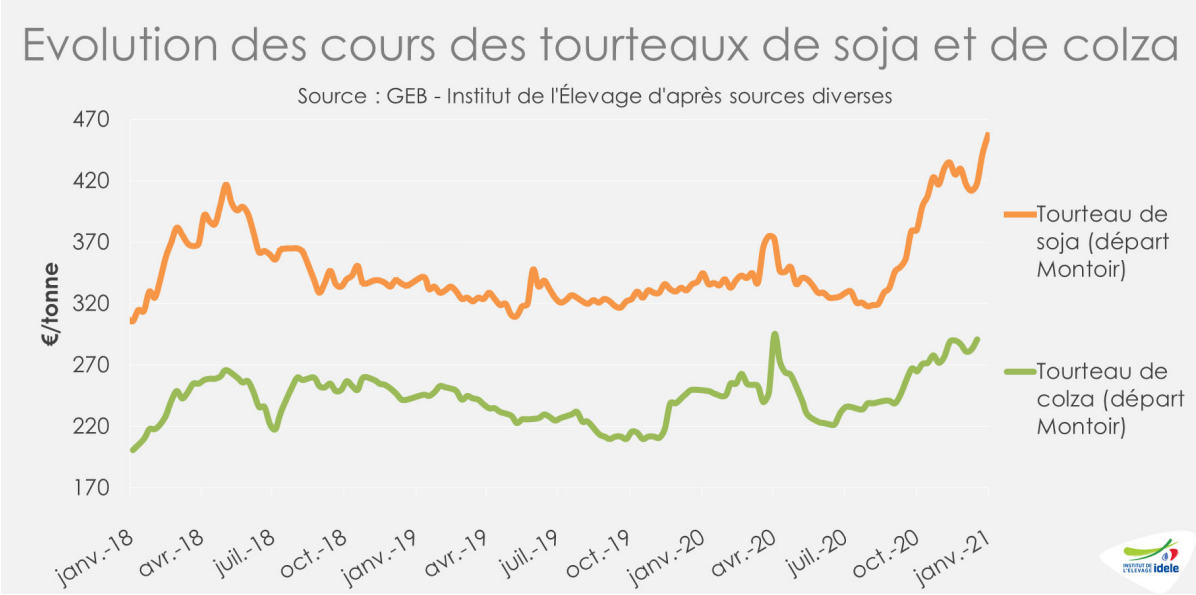
Dernière révision le 13 janvier 2021

Durant le dernier trimestre 2020, les prix de l'ensemble des matières premières ont connu une forte augmentation. Face à des bilans mondiaux du soja et du maïs qui se tendent et avec une offre de blé sur le bassin européen réduite en cette campagne 2020/21, les marchés sont très réactifs à chaque nouveau facteur d'incertitude
(conditions climatiques, restriction d'export, etc.).

Tourteaux : le prix du tourteau de soja au plus haut depuis 2014

Entre début octobre et fin décembre 2020, le tourteau de soja est la matière première qui a connu la plus forte hausse sur le marché français (+ 20%). A 455 €/t début janvier, son cours au départ du port de Montoir est à son plus haut niveau depuis mars 2014. Cette hausse des prix du tourteau intervient dans un contexte de demande chinoise très dynamique, qui contribue à tendre le bilan mondial et tire le prix de la graine à Chicago au plus haut depuis 6 ans. Les disponibilités de soja devraient se faire rares dans les mois à venir, d'ici à ce que la très attendue récolte brésilienne ne soit disponible pour le marché mondial (mars). Le déficit hydrique qui s'installe actuellement dans les zones de production brésiliennes et argentines pourrait conduire à la dégradation du potentiel de récolte, ce qui accentue la nervosité des opérateurs.

Le prix du tourteau de colza agit comme suiveur de celui du tourteau de soja. A la faveur d'un marché mondial des huiles végétales très dynamique, la trituration de colza offre de très bonnes marges aux opérateurs européens. L'offre en tourteau de colza semble donc être plutôt satisfaisante malgré la faible récolte européenne de graine en 2020. Pour la récolte 2021, les surfaces françaises de colza devraient se stabiliser au niveau de 2019 et 2020 selon les premières estimations d'Agreste (+1% /2020). L'assolement reste toutefois très inférieur (-17%) au niveau moyen de la période 2016-2020. Les étés régulièrement secs, couplés au changement de réglementation sur certains produits de protection des cultures, pénalisent toujours les semis de cette culture.



Céréales : certains exportateurs restreignent leurs expéditions

Les prix des céréales poursuivent également leur hausse. Sur le marché français, les cours du blé et du maïs ont augmenté de respectivement +10% et +15% en trois mois, pour renouer avec des niveaux qui n'avaient pas été enregistrés depuis 2013.

La demande à l'importation de la part de la Chine reste inédite. Cela contribue notamment à tendre le marché mondial du maïs, et plus particulièrement le bilan états-unien. Face à la demande chinoise, les Etats-Unis devraient enregistrer des exportations record pendant la campagne de commercialisation 2020/21 (+49% d'une campagne à l'autre) et ainsi terminer la campagne avec un stock au plus bas depuis 2014/15. Comme pour le soja, le déficit hydrique qui se développe en Argentine et au Brésil ajoute de l'incertitude sur les récoltes à venir.

Face à l'inflation des prix des matières premières partout dans le monde, certains pays exportateurs commencent à mettre en place des mesures de restrictions des exports. Fin décembre, l'Argentine (3ème exportateur mondial de maïs) a annoncé la suspension des exportations de maïs jusqu'à fin février afin de garder de la marchandise pour son marché intérieur. Parallèlement, la Russie (1erexportateur mondial de blé) imposera une taxe sur les exportations de blé de l'ordre de 25 €/t entre le 15 février et fin juin prochain sur un volume de 17,5 Mt.

Quant aux perspectives de récolte 2021, Agreste a publié les premières estimations de surfaces françaises de céréales d'hiver. Après les faibles assolements de 2020, les surfaces emblavées rebondiraient de +11% d'une campagne à l'autre, avec 4,7 Mha de blé tendre d'hiver (+12,4 % /2020). Le climat printanier sera ensuite déterminant pour les rendements.

